



Société anonyme à conseil d'administration
au capital de 918 726,20 euros
Siège social : Allée Rosa Luxemburg, Parc des Bellevues, Bâtiment le Californie,
95610 Eragny Sur Oise
520 722 646 R.C.S. Pontoise

NOTE D'OPÉRATION

Mise à la disposition du public à l'occasion :

- de l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris des 9 187 262 actions existantes composant le capital de la société Safe Orthopaedics, et
- du placement, dans le cadre d'une offre à prix ouvert auprès du public en France et d'un placement global principalement auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France, d'un maximum de 5 000 000 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription et par voie d'offre au public pouvant être porté à un maximum de 6 612 500 actions nouvelles (en cas d'exercice intégral de la clause d'extension et de l'option de surallocation) et de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris.

Période d'offre : du 23 janvier au 4 février 2015 inclus

**Fourchette indicative du prix applicable à l'offre à prix ouvert et au placement global :
entre 2,55 euros et 3,45 euros par action.**

Le prix pourra être fixé en dessous de 2,55 euros par action.

En cas de modification de la borne supérieure de la fourchette indicative de prix susvisée ou de fixation du prix au-dessus de 3,45 euros par action, les ordres émis dans le cadre de l'offre à prix ouvert pourront être révoqués pendant au moins 2 jours de bourse.



AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS

Visa de l'Autorité des marchés financiers

En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et notamment des articles 211-1 à 216-1 de son Règlement général, l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») a apposé le visa n°15-031 en date du 22 janvier 2015 sur le présent prospectus.

Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié « *si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes* ». Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des documents comptables et financiers présentés.

Le prospectus (le « **Prospectus** ») visé par l'AMF est constitué :

- du document de base de la société Safe Orthopaedics enregistré par l'AMF le 12 janvier 2015 sous le numéro I.15-003 (le « **Document de Base** ») ;
- de la note d'opération (la « **Note d'Opération** ») ; et
- du résumé du **Prospectus** (inclus dans la Note d'Opération).

Des exemplaires du Prospectus sont disponibles sans frais au siège Safe Orthopaedics, Allée Rosa Luxemburg, Parc des Bellevues, Bâtiment le Californie - 95610 Eragny Sur Oise, sur son site Internet (www.safeortho.com), ainsi que sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org) et auprès du prestataire de services d'investissement, Invest Securities SA, 73 Boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Conseil



Chef de file et Teneur de Livre

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
PREAMBULE.....	5
RESUME DU PROSPECTUS	6
A INTRODUCTION ET AVERTISSEMENTS.....	7
A.1 INTRODUCTION ET AVERTISSEMENTS	7
A.2 CONSENTEMENT DE L'ÉMETTEUR SUR L'UTILISATION DU PROSPECTUS	7
B ÉMETTEUR.....	7
B.1 RAISON SOCIALE / DENOMINATION SOCIALE	7
B.2 SIEGE SOCIAL / FORME JURIDIQUE / LEGISLATION / PAYS D'ORIGINE.....	7
B.3 NATURE DES OPERATIONS ET PRINCIPALES ACTIVITES	7
B.4 TENDANCES RECENTES AYANT DES REPERCUSSIONS SUR LA SOCIETE	8
B.5 DESCRIPTION DU GROUPE	8
B.6 ACTIONNARIAT	9
B.7 INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES	10
B.8 INFORMATIONS PRO FORMA.....	11
B.9 PREVISION DE BENEFICE	11
B.10 EVENTUELLES RESERVES ET OBSERVATIONS SUR LES INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES CONTENUES DANS LES RAPPORTS D'AUDIT ..	11
B.11 FONDS DE ROULEMENT NET	11
C VALEURS MOBILIERES.....	12
C.1 NATURE, CATEGORIE ET NUMERO D'IDENTIFICATION DES ACTIONS NOUVELLES	12
C.2 DEVISE D'ÉMISSION.....	12
C.3 NOMBRE D'ACTIONS EMISES ET VALEUR NOMINALE	12
C.4 DROITS ATTACHES AUX ACTIONS.....	12
C.5 RESTRICTIONS A LA LIBRE NEGOCIABILITE DES ACTIONS.....	12
C.6 DEMANDE D'ADMISSION A LA NEGOCIATION	13
C.7 POLITIQUE EN MATIERE DE DIVIDENDES.....	13
D RISQUES	13
D.1 PRINCIPAUX RISQUES PROPRES A L'ÉMETTEUR ET SON SECTEUR D'ACTIVITE	13
D.2 PRINCIPAUX RISQUES PROPRES AUX ACTIONS NOUVELLES	14
E OFFRE.....	15
E.1 MONTANT TOTAL DU PRODUIT DE L'ÉMISSION ET ESTIMATION DES DEPENSES TOTALES LIEES A L'ÉMISSION	15
E.2 RAISONS DE L'OFFRE / UTILISATION DU PRODUIT DE L'ÉMISSION / MONTANT NET MAXIMUM ESTIME DU PRODUIT DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL	15
E.3 MODALITES ET CONDITIONS DE L'OFFRE	15
E.4 INTERETS POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT SUR L'ÉMISSION	17
E.5 PERSONNE OU ENTITE OFFRANT DE VENDRE SES ACTIONS / ENGAGEMENT DE CONSERVATION	18
E.6 MONTANT ET POURCENTAGE DE DILUTION	18
E.7 DEPENSES FACTUREES A L'INVESTISSEUR	21
INFORMATIONS REQUISES AU TITRE DE L'ANNEXE III DU REGLEMENT EUROPEEN N°809/2004 ET DE L'ANNEXE XXII DU REGLEMENT DELEGUE (UE) N°486/2012.....	22
1 PERSONNES RESPONSABLES	23
1.1 RESPONSABLE DU PROSPECTUS.....	23
1.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU PROSPECTUS	23
1.3 RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIERE	23
2 FACTEURS DE RISQUE	24
3 INFORMATIONS DE BASE	26
3.1 DECLARATIONS SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET	26
3.2 CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT	27
3.3 INTERET DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'ÉMISSION	28
3.4 RAISONS DE L'ÉMISSION ET UTILISATION DU PRODUIT	28

4	INFORMATIONS SUR LES VALEURS MOBILIERES DEVANT ETRE OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION SUR LE MARCHE EURONEXT PARIS	29
4.1	NATURE, CATEGORIE ET JOUISSANCE DES VALEURS MOBILIERES OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION	29
4.2	DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS	29
4.3	FORME ET MODE D'INSCRIPTION EN COMPTE DES ACTIONS	29
4.4	DEVISE D'EMISSION.....	30
4.5	DROITS ATTACHES AUX ACTIONS NOUVELLES	30
4.6	AUTORISATIONS	31
4.6.1	<i>Délégation de compétence de l'Assemblée Générale de la Société en date du 9 janvier 2015</i>	<i>31</i>
4.6.2	<i>Conseil d'administration de la Société du 22 janvier 2015 faisant usage de la délégation de compétence</i>	<i>34</i>
4.7	DATE PREVUE DU REGLEMENT LIVRAISON DES ACTIONS NOUVELLES.....	35
4.8	RESTRICTIONS A LA LIBRE NEGOCIABILITE DES ACTIONS NOUVELLES	35
4.9	REGLEMENTATION FRANÇAISE EN MATIERE D'OFFRES PUBLIQUES	35
4.9.1	<i>Offre publique obligatoire</i>	<i>35</i>
4.9.2	<i>Offre publique de retrait et retrait obligatoire</i>	<i>35</i>
4.10	OFFRES PUBLIQUES D'ACQUISITION LANCEES PAR DES TIERS SUR LE CAPITAL DE L'ÉMETTEUR DURANT LE DERNIER EXERCICE ET L'EXERCICE EN COURS	35
4.11	REGIME SPECIAL APPLICABLE AUX PLANS D'ÉPARGNE EN ACTIONS (« PEA »).....	35
4.12	RETENUE A LA SOURCE SUR LES DIVIDENDES VERSEES A DES NON-RESIDENTS FISCAUX FRANÇAIS	36
5	CONDITIONS DE L'OFFRE	38
5.1	CONDITIONS, STATISTIQUES DE L'OFFRE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET MODALITES D'UNE DEMANDE DE SOUSCRIPTION	38
5.1.1	<i>Conditions de l'Offre.....</i>	<i>38</i>
5.1.2	<i>Montant de l'Offre.....</i>	<i>38</i>
5.1.3	<i>Période et procédure de souscription</i>	<i>39</i>
5.1.4	<i>Révocation ou suspension de l'Offre.....</i>	<i>41</i>
5.1.5	<i>Réduction des ordres</i>	<i>42</i>
5.1.6	<i>Montant minimum et/ou maximum des demandes de souscription.....</i>	<i>42</i>
5.1.7	<i>Révocation des demandes de souscription</i>	<i>42</i>
5.1.8	<i>Versement des fonds et modalités de délivrance des actions.....</i>	<i>42</i>
5.1.9	<i>Publication des résultats de l'Offre.....</i>	<i>42</i>
5.1.10	<i>Droits préférentiels de souscription (procédure d'exercice - négociabilité).....</i>	<i>42</i>
5.2	PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES VALEURS MOBILIERES	42
5.2.1	<i>Catégorie d'investisseurs potentiels - Pays dans lesquels l'offre sera ouverte - Restrictions applicables à l'offre.....</i>	<i>42</i>
5.2.2	<i>Intentions de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance.....</i>	<i>44</i>
5.2.3	<i>Information pré-allocation</i>	<i>44</i>
5.2.4	<i>Notification aux souscripteurs.....</i>	<i>44</i>
5.2.5	<i>Clause d'extension.....</i>	<i>44</i>
5.2.6	<i>Option de surallocation</i>	<i>44</i>
5.3	PRIX DE SOUSCRIPTION	45
5.3.1	<i>Modalités de fixation du prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement.....</i>	<i>45</i>
5.3.2	<i>Publication du Prix de l'Offre</i>	<i>45</i>
5.3.3	<i>Restrictions ou suppression du droit préférentiel de souscription</i>	<i>46</i>
5.3.4	<i>Disparité de Prix</i>	<i>46</i>
5.4	PLACEMENT ET PRISE FERME	47
5.4.1	<i>Coordonnées du Chef de File et Teneur de Livre</i>	<i>47</i>
5.4.2	<i>Coordonnées des intermédiaires habilités chargés du dépôt des fonds des souscriptions et du service financier des actions.....</i>	<i>47</i>
5.4.3	<i>Garantie</i>	<i>47</i>
5.4.4	<i>Date de signature du contrat de garantie</i>	<i>47</i>
5.4.5	<i>Engagements de conservation</i>	<i>47</i>
5.4.6	<i>Dates de règlement-livraison des actions offertes.....</i>	<i>47</i>
6	ADMISSION AUX NÉGOCIATIONS ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION.....	48
6.1	ADMISSION AUX NEGOCIATIONS.....	48
6.2	PLACE DE COTATION.....	48
6.3	OFFRES SIMULTANÉES D' ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ.....	48
6.4	CONTRAT DE LIQUIDITE	48
6.5	STABILISATION - INTERVENTIONS SUR LE MARCHE.....	48
7	DÉTENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAITANT LES VENDRE	49
7.1	PERSONNES OU ENTITES SOUHAITANT VENDRE DES TITRES DE CAPITAL OU DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ	49

7.2	ENGAGEMENTS DE CONSERVATION DES TITRES.....	49
8	DÉPENSES LIÉES À L'ÉMISSION.....	51
9	DILUTION	52
9.1	INCIDENCE DE L'ÉMISSION SUR LA QUOTE-PART DES CAPITAUX PROPRES.....	52
9.2	INCIDENCE DE L'ÉMISSION SUR LA SITUATION DE L'ACTIONNAIRE	52
10	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	56
10.1	CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L'OFFRE.....	56
10.2	RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES.....	56
10.2.1	<i>Commissaires aux comptes titulaires.....</i>	<i>56</i>
10.2.2	<i>Commissaires aux comptes suppléants.....</i>	<i>56</i>
10.3	RAPPORT D'EXPERT	56
10.4	INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS PROVENANT D'UNE TIERCE PARTIE.....	56
11	MISE A JOUR DE L'INFORMATION CONCERNANT LA SOCIETE	57

Préambule

Dans la Note d'Opération, les termes « **SafeOrtho** », « **Safe Orthopaedics** », ou la « **Société** » désignent la société Safe Orthopaedics, une société anonyme dont le siège social est situé au Allée Rosa Luxemburg. Parc des Bellevues. Bâtiment le Californie 95610 Eragny Sur Oise, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Pontoise sous le numéro 520 722 646 et le terme le « **Groupe** » désigne la Société et sa filiale, SafeOrthopaedics LLC, dont le siège social est situé au 3175 Lenox Park Boulevard, Suite 108 1 Broadway TN 38115 Memphis, Etats-Unis.

Un glossaire définissant certains termes utilisés dans le Prospectus figure au chapitre 26 du Document de Base.

Avertissement

Informations prospectives

Le Prospectus contient des indications sur les perspectives et axes de développement de la Société. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel ou de termes à caractère prospectif tels que « considérer », « envisager », « penser », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entendre », « devoir », « ambitionner », « estimer », « croire », « souhaiter », « pouvoir » ou, le cas échéant, la forme négative de ces mêmes termes, ou toute autre variante ou terminologie similaire. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront. Ces informations sont fondées sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la Société. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. Ces informations sont mentionnées dans différents paragraphes du Prospectus et contiennent des données relatives aux intentions, estimations et objectifs du Groupe concernant, notamment, le marché dans lequel il évolue, sa stratégie, sa croissance, ses résultats, sa situation financière, sa trésorerie et ses prévisions. Les informations prospectives mentionnées dans le Prospectus sont données uniquement à la date du Prospectus. Le Groupe opère dans un environnement concurrentiel et en constante évolution. Il ne peut donc anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité, leur impact potentiel sur son activité ou encore dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux mentionnés dans toute information prospective, étant rappelé qu'aucune de ces informations prospectives ne constitue une garantie de résultats réels.

Facteurs de risques

Les investisseurs sont invités à lire attentivement les facteurs de risques décrits au chapitre 4 « Facteurs de risques » du Document de Base et au chapitre 2 de la Note d'Opération avant de prendre toute décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives de la Société. En outre, d'autres risques, non encore identifiés ou considérés comme non significatifs par la Société, à la date du visa sur le Prospectus, pourraient également avoir un effet défavorable significatif.

Résumé du prospectus

Visa n°15-031 en date du 22 janvier 2015 de l'AMF

Le résumé est constitué d'informations requises connues sous le nom « Eléments ». Ces Eléments sont numérotés dans les Sections A - E (A. 1 - E. 7).

Ce résumé contient tous les Eléments nécessaires pour être inclus dans le résumé d'un prospectus relatif à ce type de valeurs mobilières et de l'Emetteur. Parce que certains Eléments ne sont pas requis, il peut y avoir des lacunes dans la séquence de numérotation des Eléments.

Même si un Elément peut être requis dans le résumé en raison du type de valeurs mobilières et de l'Emetteur, il est possible qu'aucune information pertinente ne puisse être donnée quant à l'Elément. Dans ce cas, une courte description de l'Elément est incluse dans le résumé avec la mention « Sans objet ».

A Introduction et avertissements	
A.1 Introduction et avertissements	<p>Le présent résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus.</p> <p>Toute décision d'investir dans les valeurs mobilières concernées doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus par l'investisseur.</p> <p>Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire.</p> <p>Une responsabilité civile n'est attribuée qu'aux personnes qui ont présenté le résumé, y compris sa traduction, mais uniquement si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus, les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces valeurs mobilières.</p>
A.2 Consentement de l'émetteur sur l'utilisation du prospectus	Sans objet.
B Emetteur	
B.1 Raison sociale / Dénomination sociale	Safe Orthopaedics (« Safe Orthopaedics », la « Société » ou l'« Émetteur »).
B.2 Siège social / Forme juridique / Législation / Pays d'origine	<p>Safe Orthopaedics est une société anonyme à Conseil d'Administration au capital de 918 726,20 € immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Pontoise sous le numéro 520 722 646.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Siège social : Allée Rosa Luxemburg, Parc des Bellevues, Bâtiment le Californie, 95610 Eragny Sur Oise, France. - Forme juridique : société anonyme à conseil d'administration. - Droit applicable : droit français. - Pays d'origine : France.
B.3 Nature des opérations et Principales activités	<p>Créée en 2010, Safe Orthopaedics conduit une activité de conception, fabrication et commercialisation d'implants et d'instruments destinés à sécuriser la chirurgie de la colonne vertébrale par arthrodèse (fusion). A cette fin, le Groupe a développé la gamme de produits SteriSpine® sur la base d'une technologie brevetée d'instruments stériles à usage unique.</p> <p>La chirurgie du dos s'adresse à des patients souffrant de douleurs chroniques et réfractaires, ou de traumatismes de la colonne vertébrale. L'arthrodèse est la chirurgie de la colonne vertébrale avec implants la plus fréquemment pratiquée. Elle a pour objectif de bloquer une ou plusieurs des articulations intervertébrales de la colonne pour permettre la fusion de plusieurs vertèbres. L'immobilisation est assurée par la pose d'implants (vis, tiges, plaques, cages).</p> <p>L'arthrodèse vertébrale requiert de nombreux instruments utilisés pour la préparation et l'implantation des vis, tiges, plaques et cages. Dans l'état actuel de l'art, ces instruments sont décontaminés, nettoyés puis stérilisés après une chirurgie pour être réutilisés avec le patient suivant. Le risque d'infection est fréquent lors d'une telle chirurgie, avec des conséquences potentiellement dramatiques. Les processus de nettoyage, de décontamination, et de stérilisation des instrumentations réutilisables ne sont malheureusement pas sûrs à 100%, et participent à un taux d'infection beaucoup trop élevé dans nos hôpitaux.</p> <p>Destinés à l'arthrodèse, les implants de la gamme SteriSpine® sont combinés avec leur instrumentation à usage unique afin de lever tout risque de contamination d'un patient à un autre, ainsi que tout risque de contamination lié aux processus de nettoyage, de décontamination, et de stérilisation, puisque ces processus sont simplement inexistantes avec Safe Orthopaedics®. La gamme de produits présente également de multiples bénéfices pour les hôpitaux et le personnel médical en termes de sécurité, d'efficacité, de rapidité et de coût.</p> <p>Le Groupe est pionnier de l'usage unique appliqué à la chirurgie de la colonne vertébrale (kits complets d'implants et d'instrumentation). Le modèle « usage unique » ayant fait ses preuves dans des domaines médicaux tels que la cardiologie, l'odontologie, ou encore l'ophtalmologie, le Groupe a relevé l'important défi technologique du passage du réutilisable à l'usage unique dans la chirurgie de la colonne vertébrale, domaine qui nécessite la mise au point de multiples instruments et implants. Afin de faire valoir au mieux ce savoir-faire et cette compétence particulière, l'équipe technique du Groupe s'est focalisée sur une des chirurgies rachidiennes les plus complexes : la fusion lombaire. Cette chirurgie peut en effet être réalisée de plusieurs manières : abord ouvert, mini ouvert ou percutané.</p>

	<p>La gamme commercialisée adresse la plupart des pratiques de la chirurgie lombaire. A ce jour elle comprend deux lignes de produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - SteriSpine® PS, un kit de vis pédiculaires, un kit de tige de liaison et un kit d'instruments à usage unique permettant aussi bien les abords ouverts, mini ouverts, et percutanés ; - SteriSpine® LC, un kit de cage lombaire et un kit d'instruments à usage unique pour les fusions intervertébrales lombaires postérieures (PLIF) et par voie transforaminale (TLIF). <p>Avec 1 629 chirurgies réalisées par 170 chirurgiens et 17 familles de brevets, accordés ou à différents stades d'enregistrement, dans 4 grandes catégories (traçabilité, implants, instruments, association implants et instruments), le Groupe a établi les fondations lui permettant d'adresser le marché des interventions chirurgicales utilisant la technique de la fusion vertébrale concernant les pathologies dégénératives du rachis lombaire, estimé à 5 MdsUS\$, et d'accélérer sa pénétration sur la totalité du marché des implants rachidiens estimé à près de 12 MdsUS\$ à fin 2014 et attendu en croissance de 5,6% par an à horizon 2018¹.</p>
B.4 Tendances récentes ayant des répercussions sur la Société	<p>Depuis sa création, le Groupe focalise ses travaux de recherche et développement sur le remplacement de l'instrumentation réutilisable lourde et onéreuse par une instrumentation à usage unique sécuritaire et économique dans le domaine de la chirurgie du rachis.</p> <p>Le Groupe a fait les preuves du modèle « usage unique » sur une des chirurgies rachidiennes les plus complexes, la fusion lombaire, aussi bien dans ses abords ouverts, mini ouvert que percutané. Ce savoir-faire lui permet maintenant une extension rapide de sa gamme de produits aux autres secteurs d'activités rachidiens tels que le cervical, la traumatologie, ou encore la déformation.</p> <p>A ce jour les produits du Groupe adressent 52% du marché de la fusion vertébrale (chirurgie lombaire). L'extension de son portefeuille produits d'ici deux ans doit lui permettre de répondre à l'ensemble des sous-segments de la fusion vertébrale (lombaire, cervical, traumatisme et déformation) et ainsi d'adresser la totalité des opérations utilisant la technique de « fusion » des vertèbres.</p> <p><i>Calendrier prévisionnel de lancement des nouveaux produits du Groupe²</i></p> <p>En 2015, le Groupe projette de lancer 2 produits majeurs lui permettant d'accéder au segment de la chirurgie cervicale et à celui de la fracture thoraco-lombaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour le cervical, l'offre du Groupe, implants stériles avec instrumentation stérile à usage unique, est parfaitement adaptée aux établissements d'hospitalisation ambulatoire où se pratique la majorité de ces chirurgies. - L'implant pour la fracture thoraco-lombaire (traumatisme) a un design totalement innovant et est accompagné de son instrumentation stérile à usage unique. Il offre aux hôpitaux une solution unique pour la chirurgie d'urgence. <p>L'année 2016 devrait marquer l'extension de la gamme de produits du Groupe à la déformation, un segment de la fusion vertébrale réservée à des chirurgiens spécialisés.</p>
B.5 Description du Groupe	<p>La Société détient une filiale à 100%, Safe Orthopaedics LLC, société américaine, dont le siège social est situé au 3175 Lenox Park Boulevard – Suite 108 1 Broadway TN 38115 Memphis, Etats Unis.</p> <p>La filiale implantée aux Etats-Unis (5 personnes au 31 décembre 2014) est à vocation commerciale. L'objectif est d'élargir l'équipe pour distribuer en direct ou via des distributeurs-agents les produits du Groupe en Amérique du Nord.</p>

¹ Source: Technavio Insights, Global Spinal Implant Market 2014-2018, Septembre 2014.

² Source : Société.

B.6 Actionnariat

A la date du Prospectus, le capital social de la Société s'élève à 918.726,20 € divisé en 9.187.262 actions de 0,1 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Actionnaires	Sur une base non diluée		Sur une base pleinement diluée ⁽¹⁾	
	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote ⁽²⁾	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote ⁽²⁾
Gérard Vaillant	116 201	1,26%	282 867	2,36%
Dominique Petit	509 000	5,54%	680 079	5,67%
Yves Vignancour	-	-	391 548	3,26%
Total mandataires sociaux	625 201	6,81%	1 354 494	11,29%
Total autres fondateurs, consultants et salariés	560 000	6,10%	1 394 681	11,62%
Kurma Biofund	3 497 301	38,07%	3 526 101	29,39%
TLP European Investment	1 664 000	18,11%	2 600 000	21,67%
Fred Goad ⁽³⁾	1 571 744	17,11%	1 582 112	13,19%
IdInvest ⁽⁴⁾	830 434	9,04%	935 266	7,80%
Michel DeMane	249 540	2,72%	416 206	3,47%
Jimmy Kever	114 043	1,24%	114 043	0,95%
Spinevision	74 999	0,82%	74 999	0,63%
Total investisseurs	8 002 061	87,10 %	9 248 727	77,09%
TOTAL	9 187 262	100,00%	11 997 902	100%

1) en tenant compte (i) des 2.763.165 bons de souscription d'actions, exerçables ou non émis, par décisions du président de la Société en dates du 14 décembre 2010, 18 janvier 2012 et de l'assemblée générale de la Société en date du 21 mai 2014 donnant droit à la souscription de 1.923.165 actions et (ii) des 887.475 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, exerçables ou non, émis par décisions du président de la Société en dates du 14 décembre 2010, 22 juin 2012, 14 septembre 2012, 14 janvier 2013, 2 juillet 2014 et 23 juillet 2014 donnant droit à la souscription de 887.475 actions

(2) sans tenir compte du droit de vote double attaché à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire étant précisé que les actions présentant ces caractéristiques à la date de l'introduction envisagée bénéficient immédiatement du droit de vote double (voir la Section E6 ci-dessous).

(3) dont 616.760 actions, tant sur une base non diluée que diluée, soit 6,71 % du capital de la Société, détenues via la société GOAD Deana Dynasty Trust.

(4) au travers de trois fonds gérés par IdInvest Partners.

Impact sur le capital social de la Société de l'exercice de l'ensemble des instruments dilutifs émis à la date du Prospectus

	Titres existants	En cas d'exercice uniquement des BSA	En cas d'exercice uniquement des BSPCE	En cas d'exercice de l'intégralité des instruments dilutifs
Nbre d'actions créées	9 187 262	1 923 165	887 475	2 810 640
Dilution		17,31%	8,81%	23,43%

	A la date du Prospectus, la Société est contrôlée au sens de l’article L. 233-3 du code de commerce par le FCPR Kurma Biofund, qui détient 38,07% du capital de la Société. A la connaissance de la Société, il n’existe ni action de concert entre ses actionnaires, ni accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle, étant précisé que le pacte signé entre les principaux actionnaires de la Société le 21 mai 2014 sera automatiquement résilié à la date de première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé d’Euronext à Paris.																																																																																							
B.7 Informations financières sélectionnées	<p>Les informations financières sélectionnées présentées dans le présent résumé sont issues des comptes consolidés établis en IFRS audités pour chacun des exercices clos au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2013, et des comptes semestriels consolidés condensés établis en normes IFRS et ayant fait l’objet d’une revue limitée pour la période de 6 mois close le 30 juin 2014 (1^{er} Semestre).</p> <p><i>Informations financières sélectionnées du compte de résultat :</i></p> <table><tr><th>Données IFRS en K€</th><th>Exercice 2012 12 mois</th><th>Exercice 2013 12 mois</th><th>1^{er} Sem. 2013 6 mois</th><th>1^{er} Sem. 2014 6 mois</th></tr><tr><td>Total produits opérationnels</td><td>326</td><td>967</td><td>469</td><td>1 007</td></tr><tr><td>Dont chiffre d’affaires</td><td>326</td><td>967</td><td>469</td><td>1 007</td></tr><tr><td>Charges opérationnelles nettes des autres produits et charges*</td><td>(3 758)</td><td>(4 059)</td><td>(2 170)</td><td>(3 421)</td></tr><tr><td>Total résultat opérationnel</td><td>(3 432)</td><td>(3 092)</td><td>(1 701)</td><td>(2 414)</td></tr><tr><td>Résultat net global de la période</td><td>(3 351)</td><td>(3 193)</td><td>(1 653)</td><td>(2 375)</td></tr><tr><td>Résultat net par action (en €)</td><td>(0,67)</td><td>(0,63)</td><td>(0,33)</td><td>(0,38)</td></tr></table> <p>* Ensemble des produits et charges du résultat opérationnel</p> <p><i>Informations financières sélectionnées du bilan :</i></p> <table><tr><th>Données IFRS en K€</th><th>Exercice 2012 12 mois</th><th>Exercice 2013 12 mois</th><th>1^{er} Sem. 2014 6 mois</th></tr><tr><td>Total actif</td><td>3 504</td><td>4 119</td><td>7 433</td></tr><tr><td>Actifs non courants</td><td>828</td><td>893</td><td>1 101</td></tr><tr><td>Dont immobilisations incorporelles</td><td>313</td><td>423</td><td>505</td></tr><tr><td>Dont immobilisations corporelles</td><td>479</td><td>434</td><td>556</td></tr><tr><td>Dont immobilisations financières</td><td>36</td><td>36</td><td>40</td></tr><tr><td>Actifs courants</td><td>2 677</td><td>3 226</td><td>6 332</td></tr><tr><td>Dont trésorerie et équivalents de trésorerie</td><td>2 003</td><td>1 727</td><td>4 223</td></tr><tr><td>Total passif</td><td>3 504</td><td>4 119</td><td>7 433</td></tr><tr><td>Capitaux propres</td><td>1 167</td><td>(193)</td><td>5 161</td></tr><tr><td>Passifs non courants</td><td>1 492</td><td>780</td><td>1 035</td></tr><tr><td>Dont dettes financières à long terme</td><td>1 352</td><td>710</td><td>816</td></tr><tr><td>Passifs courants</td><td>845</td><td>3 532</td><td>1 238</td></tr></table>	Données IFRS en K€	Exercice 2012 12 mois	Exercice 2013 12 mois	1 ^{er} Sem. 2013 6 mois	1 ^{er} Sem. 2014 6 mois	Total produits opérationnels	326	967	469	1 007	Dont chiffre d’affaires	326	967	469	1 007	Charges opérationnelles nettes des autres produits et charges*	(3 758)	(4 059)	(2 170)	(3 421)	Total résultat opérationnel	(3 432)	(3 092)	(1 701)	(2 414)	Résultat net global de la période	(3 351)	(3 193)	(1 653)	(2 375)	Résultat net par action (en €)	(0,67)	(0,63)	(0,33)	(0,38)	Données IFRS en K€	Exercice 2012 12 mois	Exercice 2013 12 mois	1 ^{er} Sem. 2014 6 mois	Total actif	3 504	4 119	7 433	Actifs non courants	828	893	1 101	Dont immobilisations incorporelles	313	423	505	Dont immobilisations corporelles	479	434	556	Dont immobilisations financières	36	36	40	Actifs courants	2 677	3 226	6 332	Dont trésorerie et équivalents de trésorerie	2 003	1 727	4 223	Total passif	3 504	4 119	7 433	Capitaux propres	1 167	(193)	5 161	Passifs non courants	1 492	780	1 035	Dont dettes financières à long terme	1 352	710	816	Passifs courants	845	3 532	1 238
Données IFRS en K€	Exercice 2012 12 mois	Exercice 2013 12 mois	1 ^{er} Sem. 2013 6 mois	1 ^{er} Sem. 2014 6 mois																																																																																				
Total produits opérationnels	326	967	469	1 007																																																																																				
Dont chiffre d’affaires	326	967	469	1 007																																																																																				
Charges opérationnelles nettes des autres produits et charges*	(3 758)	(4 059)	(2 170)	(3 421)																																																																																				
Total résultat opérationnel	(3 432)	(3 092)	(1 701)	(2 414)																																																																																				
Résultat net global de la période	(3 351)	(3 193)	(1 653)	(2 375)																																																																																				
Résultat net par action (en €)	(0,67)	(0,63)	(0,33)	(0,38)																																																																																				
Données IFRS en K€	Exercice 2012 12 mois	Exercice 2013 12 mois	1 ^{er} Sem. 2014 6 mois																																																																																					
Total actif	3 504	4 119	7 433																																																																																					
Actifs non courants	828	893	1 101																																																																																					
Dont immobilisations incorporelles	313	423	505																																																																																					
Dont immobilisations corporelles	479	434	556																																																																																					
Dont immobilisations financières	36	36	40																																																																																					
Actifs courants	2 677	3 226	6 332																																																																																					
Dont trésorerie et équivalents de trésorerie	2 003	1 727	4 223																																																																																					
Total passif	3 504	4 119	7 433																																																																																					
Capitaux propres	1 167	(193)	5 161																																																																																					
Passifs non courants	1 492	780	1 035																																																																																					
Dont dettes financières à long terme	1 352	710	816																																																																																					
Passifs courants	845	3 532	1 238																																																																																					

	<p>Informations financières sélectionnées du tableau des flux de trésorerie :</p> <table><tr><th>Données consolidées IFRS en K€</th><th>Exercice 2012 12 mois</th><th>Exercice 2013 12 mois</th><th>1^{er} Sem. 2013 6 mois</th><th>1^{er} Sem. 2014 6 mois</th></tr><tr><td>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</td><td>(2 507)</td><td>(3 585)</td><td>(574)</td><td>(2 018)</td></tr><tr><td>Dont capacité d'autofinancement</td><td>(2 939)</td><td>(2 645)</td><td>(1 397)</td><td>(2 001)</td></tr><tr><td>Dont variation du BFR</td><td>300</td><td>(915)</td><td>875</td><td>(11)</td></tr><tr><td>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</td><td>(623)</td><td>(398)</td><td>(238)</td><td>(363)</td></tr><tr><td>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</td><td>792</td><td>3 709</td><td>(13)</td><td>4 877</td></tr><tr><td>Incidences des variations des cours des devises</td><td>(1)</td><td>(1)</td><td>0</td><td>0</td></tr><tr><td>Variation de trésorerie</td><td>(2 340)</td><td>(276)</td><td>(824)</td><td>2 496</td></tr></table> <p>Niveau d'endettement du Groupe :</p> <table><tr><th>Données IFRS en K€</th><th>Exercice 2012 12 mois</th><th>Exercice 2013 12 mois</th><th>1^{er} Sem. 2014 6 mois</th></tr><tr><td>Dettes financières</td><td>1 352</td><td>1 391</td><td>816</td></tr><tr><td>Dont non courantes</td><td>1 352</td><td>710</td><td>816</td></tr><tr><td>Dont courantes</td><td>0</td><td>681</td><td>0</td></tr><tr><td>Trésorerie et équivalents de trésorerie</td><td>2 003</td><td>1 727</td><td>4 223</td></tr><tr><td>Total endettement net</td><td>(651)</td><td>(336)</td><td>(3 407)</td></tr></table>	Données consolidées IFRS en K€	Exercice 2012 12 mois	Exercice 2013 12 mois	1 ^{er} Sem. 2013 6 mois	1 ^{er} Sem. 2014 6 mois	Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(2 507)	(3 585)	(574)	(2 018)	Dont capacité d'autofinancement	(2 939)	(2 645)	(1 397)	(2 001)	Dont variation du BFR	300	(915)	875	(11)	Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(623)	(398)	(238)	(363)	Flux de trésorerie liés aux activités de financement	792	3 709	(13)	4 877	Incidences des variations des cours des devises	(1)	(1)	0	0	Variation de trésorerie	(2 340)	(276)	(824)	2 496	Données IFRS en K€	Exercice 2012 12 mois	Exercice 2013 12 mois	1 ^{er} Sem. 2014 6 mois	Dettes financières	1 352	1 391	816	Dont non courantes	1 352	710	816	Dont courantes	0	681	0	Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 003	1 727	4 223	Total endettement net	(651)	(336)	(3 407)
Données consolidées IFRS en K€	Exercice 2012 12 mois	Exercice 2013 12 mois	1 ^{er} Sem. 2013 6 mois	1 ^{er} Sem. 2014 6 mois																																																													
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(2 507)	(3 585)	(574)	(2 018)																																																													
Dont capacité d'autofinancement	(2 939)	(2 645)	(1 397)	(2 001)																																																													
Dont variation du BFR	300	(915)	875	(11)																																																													
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(623)	(398)	(238)	(363)																																																													
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	792	3 709	(13)	4 877																																																													
Incidences des variations des cours des devises	(1)	(1)	0	0																																																													
Variation de trésorerie	(2 340)	(276)	(824)	2 496																																																													
Données IFRS en K€	Exercice 2012 12 mois	Exercice 2013 12 mois	1 ^{er} Sem. 2014 6 mois																																																														
Dettes financières	1 352	1 391	816																																																														
Dont non courantes	1 352	710	816																																																														
Dont courantes	0	681	0																																																														
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 003	1 727	4 223																																																														
Total endettement net	(651)	(336)	(3 407)																																																														
B.8 Informations pro forma	Sans objet.																																																																
B.9 Prévision de bénéfice	Sans objet.																																																																
B.10 Eventuelles réserves et observations sur les informations financières historiques contenues dans les rapports d'audit	Sans objet.																																																																
B.11 Fonds de roulement net	<p>La Société ne dispose pas d'un fonds de roulement net consolidé suffisant pour faire face aux besoins de trésorerie d'exploitation du Groupe au cours des douze prochains mois à compter de la date de visa sur le Prospectus.</p> <p>La trésorerie disponible au 31 décembre 2014 (993 K€) permettra à la Société de poursuivre ses activités jusqu'à fin février 2015.</p> <p>Le montant nécessaire à la poursuite des activités du Groupe au cours des 12 mois suivant la date de visa sur le Prospectus est estimé à 6,6 M€ (sans tenir compte de l'engagement de recapitalisation pris par les actionnaires actuels en cas de non réalisation de l'introduction en bourse). Ce montant intègre le paiement des dépenses courantes liées à l'activité et au développement (marketing et investissements) du Groupe, le remboursement des avances remboursables d'OSEO et l'encaissement du Crédit Impôt Recherche.</p> <p>La préparation de l'introduction en bourse constitue la solution privilégiée à l'heure actuelle par la Société pour remédier à cette situation de trésorerie, y compris en cas de réalisation partielle de l'opération (souscription au trois quarts au moins du nombre d'Actions Nouvelles offertes, représentant</p>																																																																

	<p>un montant minimum d'augmentation de capital net de frais de 8 297 k€ sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 2,55 €).</p> <p>Il est précisé par ailleurs qu'un groupe d'actionnaires a pris un engagement ferme de souscription à l'Offre d'un montant global de 5,4 M€.</p> <p>Si les conditions de marché ne permettaient pas de réaliser cette opération, la Société entend poursuivre sa recherche de financement auprès d'investisseurs dans le cadre d'un placement privé.</p>
C Valeurs mobilières	
C.1 Nature, catégorie et numéro d'identification des actions nouvelles	<p>Les titres de la Société dont l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris (Compartiment C) est demandée sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble des actions ordinaires composant le capital social, soit 9.187.262 actions de 0,10 euro de valeur nominale chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées et de même catégorie, en ce compris 1.058.999 actions ordinaires et 8.128.263 actions ordinaires résultant de la conversion de (a) 5.207.790 actions de préférence de catégorie A et de (b) 2.920.473 actions de préférence de catégorie B, devant intervenir à la date de la première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris (les « Actions Existantes ») ; et - 5 000 000 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire, y compris par compensation de créances, par voie d'offre au public, pouvant être portées à un maximum de 5 750 000 actions nouvelles par émission de 750 000 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension (ensemble, les « Actions Nouvelles ») et à un maximum de 6 612 500 actions nouvelles par émission de 862 500 actions nouvelles supplémentaires en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation (les « Actions Nouvelles Supplémentaires » et avec les Actions Nouvelles, les « Actions Offertes »). <p>A la date de la première cotation des actions, les titres de la Société seront des actions ordinaires de la Société, toutes de même catégorie. Code ISIN : FR0012452746 Mnémonique : SAFOR Compartiment : Compartiment C ICB Classification : 4535 - Medical Equipment</p>
C.2 Devise d'émission	Euro.
C.3 Nombre d'actions émises et valeur nominale	<p>L'Offre s'effectuera par l'émission d'un nombre de 5 000 000 actions nouvelles, pouvant être porté à un nombre maximum de 5 750 000 actions en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension par l'émission de 750 000 actions nouvelles complémentaires et à un nombre maximum de 6 612 500 actions en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation par l'émission de 862 500 Actions Nouvelles Supplémentaires.</p> <p>Valeur nominale par action : 0,10 euro</p>
C.4 Droits attachés aux actions	<p>En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société, les principaux droits attachés aux Actions Offertes sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Droit à dividendes ; - Droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie ; - Droit de participation à tout excédent en cas de liquidation ; - Droit de vote, incluant un droit de vote double attaché à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire, étant précisé que les actions présentant ces caractéristiques à la date de l'introduction envisagée bénéficient immédiatement du droit de vote double.
C.5 Restrictions à la libre négociabilité des	Sans objet.

actions	
C.6 Demande d'admission à la négociation	<p>L'admission de l'ensemble des Actions Existantes et des Actions Offertes de la Société est demandée sur Euronext (Compartiment C).</p> <p>Les conditions de négociation de l'ensemble des actions seront fixées dans un avis Euronext à paraître au plus tard le premier jour de cotation de ces actions, soit le 5 février 2015 selon le calendrier indicatif.</p> <p>La première cotation des Actions Existantes et des Actions Nouvelles sur le marché réglementé d'Euronext à Paris devrait avoir lieu le 5 février 2015.</p> <p>Les négociations devraient débiter au cours de la séance de bourse du 10 février 2015 sur une ligne de cotation unique et seront soumises à la condition suspensive de la délivrance des certificats du dépositaire constatant la souscription des Actions Nouvelles.</p>
C.7 Politique en matière de dividendes	<p>La Société n'a distribué aucun dividende au cours des trois derniers exercices.</p> <p>La priorité étant le financement de la croissance et du développement de la Société, la Société n'envisage pas à ce stade de proposer à l'assemblée générale des actionnaires de distribuer des dividendes au titre de l'exercice 2015.</p>
D Risques	
D.1 Principaux risques propres à l'Emetteur et son secteur d'activité	<p>Les investisseurs sont invités, avant toute décision d'investissement, à prendre en considération les principaux risques suivants propres à la Société et à son activité :</p> <p>Les risques relatifs à l'existence de technologies alternatives et l'apparition de nouvelles technologies concurrentes</p> <p>Les produits développés par la Société se positionnent sur le marché de la chirurgie du rachis pour lequel il existe déjà des solutions alternatives (ex : instrumentation en métal réutilisable, implants, vis à tête fixe ou variable), dont l'utilisation est très largement répandue auprès des chirurgiens et du personnel médical.</p> <p>Bien que la Société estime que les autres solutions disponibles sont moins performantes que les produits commercialisés par la Société et sa filiale Safe Orthopaedics LLC (le « Groupe »), dans la mesure où ces derniers permettent une chirurgie plus sûre et réduisent les risques de contamination du patient par l'utilisation d'un produit neuf à chaque intervention et dont la stérilité est parfaitement tracée, des technologies concurrentes, existantes, en cours de développement ou encore inconnues à ce jour, pourraient, dans un avenir plus ou moins proche, prendre des parts de marché significatives et restreindre la capacité du Groupe à commercialiser ses produits avec succès.</p> <p>La Société ne peut garantir qu'aucune autre technologie applicable à la chirurgie du rachis ne soit développée et lancée sur le marché, et donc que la technologie intégrée aux produits du Groupe s'imposera comme la référence pour les implants vertébraux et les instruments nécessaires à leur implantation chez le patient.</p> <p>Bien que le Groupe commercialise une innovation de rupture qui lui permet, grâce à la combinaison d'implants stériles et d'instruments à usage unique, de réaliser une chirurgie rachidienne en réduisant sensiblement les risques infectieux ou de contamination croisée liés au matériel, et de ne pas être en situation de concurrence directe avec les autres opérateurs du marché, un concurrent pourrait développer une technologie alternative d'instrumentation à usage unique présentant des caractéristiques similaires voire supérieures en tout ou partie à celles des produits proposés par le Groupe. Même si le temps requis pour le développement d'une telle technologie, l'obtention du marquage CE et/ou de l'accord de la <i>Food and Drug Association</i> (la « FDA ») y afférents seraient relativement longs, et si les produits développés pourraient ne pas posséder les mêmes propriétés techniques que les produits développés par le Groupe (type d'opérations visées par les instruments à usage unique, types d'implants, de vis ou de tiges...), cette éventualité ne peut être exclue.</p> <p>L'activité, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives du Groupe à moyen et long terme pourraient être significativement affectés par la réalisation de l'un ou plusieurs de ces risques.</p> <p>Les risques relatifs à la taille très significative des concurrents du Groupe</p> <p>Le secteur des produits liés à la chirurgie du rachis est un marché concurrentiel dominé, notamment, par de grands acteurs américains solidement établis (tels que Medtronic ou Depuy-Synthes qui détiennent à eux deux plus de 50% des parts du marché de la chirurgie du rachis et qui se sont développés, notamment, par voie de croissance externe. Ces concurrents disposent de ressources bien supérieures à celle du Groupe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de budgets plus importants affectés à la recherche et développement, aux essais cliniques, à la commercialisation de leurs produits et à la protection de sa propriété intellectuelle ; - d'un réseau de chirurgiens partenaires plus important ;

	<ul style="list-style-type: none"> - d'une plus grande expérience dans l'obtention et le maintien d'autorisations réglementaires pour leurs produits et les améliorations apportées aux produits existants ; - d'un nombre plus important de produits bénéficiant de données cliniques à long terme ; - de réseaux de distribution mieux implantés ; - d'une plus grande expérience et de moyens plus importants en matière de lancement, promotion, commercialisation et distribution de produits ; - d'infrastructures mieux implantées ; et - d'une plus forte notoriété. <p>En outre, la croissance significative du marché des produits de chirurgie du rachis a attiré de nombreux nouveaux acteurs et encouragé des sociétés déjà présentes sur ce marché à intensifier leurs efforts concurrentiels.</p> <p>En complément de sa politique de protection de la propriété intellectuelle, le Groupe consacre des efforts significatifs à l'amélioration de ses produits existants et au développement de nouveaux produits et solutions adaptés à de nouvelles indications afin de conserver son avance technologique. A fin décembre 2014, le département technique compte 11 collaborateurs répartis entre le développement et l'industrialisation des produits du Groupe. Celui-ci s'est également entouré de chirurgiens concepteurs et évaluateurs, en France, en Europe et aux Etats-Unis qui interviennent à toutes les étapes du processus de développement, ainsi que de deux consultants en assurance qualité et affaires réglementaires.</p> <p>Les risques liés à l'activité du Groupe, notamment, les risques liés au déploiement commercial du Groupe, les risques liés à la propriété intellectuelle, les risques liés au processus de fabrication des produits du Groupe, les risques liés aux clients du Groupe, risqués liés à la mise en jeu de la responsabilité du fait des produits et les risques liés à la garantie accordée sur la stérilité des produits vendus par le Groupe.</p> <p>Les risques liés à l'organisation du Groupe, notamment les risques de dépendance vis-à-vis d'hommes clés et les risques liés à la gestion de la croissance interne du Groupe</p> <p>Les risques juridiques, notamment les risques liés à la réglementation applicable aux dispositifs médicaux développés par le Groupe et à son évolution possible, les risques liés aux autorisations déjà obtenues ou aux processus en cours, la commercialisation des produits du Groupe en Europe nécessite l'obtention du marquage CE, la commercialisation des produits du Groupe aux Etats-Unis nécessite l'autorisation préalable de la FDA, des démarches spécifiques peuvent être nécessaires afin de commercialiser les produits du Groupe dans d'autres pays, les risques liés à l'évolution des politiques de remboursement des dispositifs médicaux, les risques liés à des dysfonctionnements des processus industriels notamment la traçabilité des produits et les risques liés aux stocks.</p> <p>Les risques de procédures judiciaires et d'arbitrage.</p> <p>Le risque de dilution</p> <p>Les risques financiers, notamment les risques spécifiques liés aux pertes prévisionnelles, risque de liquidité – besoins futurs en capitaux et financements complémentaires, les risques liés au crédit d'impôt recherche, les risques liés au statut de jeune entreprise innovante, les risques liés à l'accès à des avances publiques, le risque de change et les risques de taux d'intérêt, de crédit et relatif à la gestion de la trésorerie.</p>
D.2 Principaux risques aux nouvelles propres actions	<p>Les principaux risques liés à l'Offre sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les actions de la Société n'ont jamais été négociées sur un marché financier et seront soumises aux fluctuations de marché. En outre, un marché liquide pourrait ne pas se développer ou perdurer ; - le prix de marché des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante - si le nombre total des ordres reçus (i) ne portait pas sur un minimum de 75% du montant de l'émission initialement prévue, l'Offre serait annulée et les ordres de souscription et d'achat seraient caducs ou (ii) était compris entre 75% et 100% du montant de l'émission initialement prévue, les objectifs décrits en Section E.2 ci-dessous pourraient être en partie remis en cause - la cession par les principaux actionnaires existants d'un nombre important d'actions à l'issue de la période de conservation à laquelle ils se sont engagés pourrait avoir un impact défavorable sur le prix de marché des actions de la Société ; et - la Société n'entend pas adopter une politique de versement de dividendes à court terme, compte tenu de son stade de développement ; et - les actionnaires actuels et futurs de la Société pourraient subir une dilution potentiellement significative (i) induite par les instruments dilutifs existants (18,84% sur la base du capital existant à ce jour) ou (ii) découlant d'éventuelles augmentations de capital futures rendues nécessaires par la recherche de financement complémentaire par la Société.

E Offre	
E.1 Montant total du produit de l'émission et estimation des dépenses totales liées à l'émission	<p>Produit brut de l'Offre</p> <p>Environ 15 000 k€ pouvant être porté à environ 17 250 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et 19 838 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et l'Option de Surallocation (dans chaque cas, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 3,00 €).</p> <p>Le produit brut de l'Offre serait ramené à environ 9 563 k€ en cas de limitation de l'Offre à 75% (sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 2,55 €).</p> <p>Produit net de l'Offre</p> <p>Environ 13 252 k€ pouvant être porté à environ 15 334 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et 17 775 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et l'Option de Surallocation (dans chaque cas, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 3,00 €).</p> <p>Le produit net de l'Offre serait ramené à environ 8 297 k€ en cas de limitation de l'Offre à 75% (sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 2,55 €).</p> <p>Estimation des dépenses liées à l'augmentation de capital</p> <p>Les dépenses liées à l'Offre à la charge de la Société sont estimées à environ 1 748 k€ (en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation et sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 3,00 €).</p>
E.2 Raisons de l'offre / Utilisation du produit de l'émission / Montant net maximum estimé du produit de l'augmentation de capital	<p>L'émission des Actions Nouvelles est destinée à fournir au Groupe des moyens supplémentaires pour financer ses opérations y compris le besoin en fonds de roulement et sa croissance à travers les axes stratégiques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à hauteur de 35%, l'accélération du développement commercial en renforçant la force commerciale aux Etats-Unis (i.e., multiplication par 3 du nombre de commerciaux) et en France et en Allemagne (multiplication par 2 du nombre de commerciaux). - à hauteur de 20%, la poursuite des développements R&D et l'expansion de la gamme de produits à l'ensemble des segments de la fusion vertébrale, en ce compris notamment le lancement : <ul style="list-style-type: none"> ▪ d'une cage-auto stable pour les vertèbres cervicales, ▪ d'un nouvel implant pour les chirurgies traumatologiques et ▪ des implants et instruments pour les chirurgies de déformation. - à hauteur de 30 %, le renforcement des actions de marketing (congrès, études,...) ; - à hauteur de 15%, le renforcement du recrutement de personnels dédiés à la R&D. <p>En cas de souscription à hauteur de 75% de l'Offre, le développement des implants et instruments pour les chirurgies de déformation serait décalé, les fonds affectés aux frais marketing et au recrutement seraient réduits et ce dernier s'effectuerait sur une période plus longue</p>
E.3 Modalités et conditions de l'offre	<p>Nature et nombre des titres dont l'admission aux négociations est demandée</p> <p>Les titres de la Société dont l'admission sur le marché réglementé d'Euronext à Paris est demandée sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les 9 187 262 Actions Existantes ; et - un maximum de 6 612 500 Actions Offertes en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation. <p>Clause d'Extension</p> <p>En fonction de la demande, la Société pourra, en accord avec le Chef de File et Teneur de Livre, décider d'augmenter le nombre actions initialement offertes d'un maximum de 15% du nombre initial d'Actions Nouvelles dans le cadre de l'Offre, soit un maximum de 750 000 actions nouvelles (la « Clause d'Extension »)</p>

	<p>Option de Surallocation</p> <p>Afin de couvrir d'éventuelles surallocations, la Société consentira à Invest Securities, une option de surallocation permettant de souscrire un nombre maximum de 862 500 Actions Nouvelles Supplémentaires, dans la limite globale de 15 % des Actions Nouvelles après exercice éventuel de la Clause d'Extension (l'« Option de Surallocation »).</p> <p>Cette Option de Surallocation pourra être exercée, en tout ou partie, au prix de l'Offre, en une seule fois à tout moment par Invest Securities, selon le calendrier indicatif, jusqu'au 6 mars 2015 (inclus).</p> <p>Structure de l'Offre</p> <p>Il est prévu que la diffusion des Actions Offertes soit réalisée dans le cadre d'une offre globale (l'« Offre »), comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« Offre à Prix Ouvert » ou l'« OPO »), étant précisé que : <ul style="list-style-type: none"> ▪ les ordres seront décomposés en fonction du nombre de titres demandés : fraction d'ordre A1 (de 1 action jusqu'à 400 actions incluses) et fraction d'ordre A2 (au-delà de 400 actions), ▪ les fractions d'ordre A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordre A2 dans le cas où tous les ordres ne pourraient pas être entièrement satisfaits, et - un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels en France et dans certains pays (à l'exception notamment des Etats-Unis d'Amérique, du Japon, du Canada et de l'Australie) (le « Placement Global »). <p>Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'Actions Nouvelles allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10 % des Actions Nouvelles. Si la demande dans le cadre de l'OPO est inférieure à 10 % des Actions Nouvelles, le solde non alloué dans le cadre de l'OPO sera offert dans le cadre du Placement Global.</p> <p>Limitation de l'Offre</p> <p>L'émission des 5 000 000 Actions Nouvelles ne fait pas l'objet d'une garantie. La présente augmentation de capital pourrait ne pas être réalisée et les souscriptions pourraient être rétroactivement annulées si les souscriptions reçues représentaient moins des trois-quarts du nombre d'Actions Nouvelles offertes.</p> <p>Fourchette indicative de prix</p> <p>Le prix des actions offertes dans le cadre de l'OPO sera égal au prix des actions offertes dans le cadre du Placement Global (le « Prix de l'Offre »).</p> <p>La fourchette indicative de prix est fixée entre 2,55 € et 3,45 € par Action Offerte. Le Prix de l'Offre pourra être fixé en dehors de cette fourchette.</p> <p>En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette ou en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la date de clôture de l'OPO sera reportée ou une nouvelle période de souscription à l'OPO sera rouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de diffusion du communiqué de presse signalant cette modification et la nouvelle date de clôture de l'OPO.</p> <p>Les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion du communiqué de presse susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse.</p> <p>Le Prix de l'Offre pourra être librement fixé en dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou la fourchette indicative de prix pourra être modifiée à la baisse (en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre).</p> <p>Méthodes de fixation du prix d'Offre</p> <p>Le Prix de l'Offre résultera de la confrontation de l'offre des actions et des demandes émises par les investisseurs, selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels, dans le cadre du Placement Global.</p> <p>Jouissance des actions nouvelles</p> <p>1er janvier 2015 pour les Actions Offertes.</p>
--	--

	<p>Intention de souscription Les FCPI Objectif Innovation Patrimoine n°6 et IdInvest Patrimoine n°3 , deux fonds d'investissement gérés par IdInvest Partners, le FCPR Kurma Biofund I, un fond d'investissement géré par Kurma Life Science Partner, et la société TLP European Investment LLC et Monsieur Fred Goad, se sont engagés à placer des ordres de souscription pour un montant total de 5 436 k€, soit 36,2% du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 3,00 euros). Ces ordres ont vocation à être servis intégralement, si la demande le permet.</p> <p>A la connaissance de la Société, aucune autre personne n'a l'intention de passer un ordre de souscription de plus de 5%.</p> <p>Garantie L'émission ne fait ni l'objet d'une garantie de bonne fin ni d'une garantie de placement.</p> <p>Stabilisation Des opérations en vue de stabiliser ou soutenir le prix de marché des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris pourront être réalisées du 5 février 2015 au 6 mars 2015 (inclus) par le Chef de File et Teneur de Livre agissant en qualité d'agent stabilisateur.</p> <p>Intermédiaires financiers Service Titres : Caceis Corporate Trust - 14 rue Rouget de Lisle 92130 Issy-les-Moulineaux - France</p> <p>Modalités de souscription Les personnes désirant participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 4 février 2015 à 18 heures (heure de Paris).</p> <p>Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par le Chef de File Teneur de Livre au plus tard le 4 février 2015 à 18 heures (heure de Paris).</p> <p>Établissement financier introducteur Chef de File Teneur de Livre : Invest Securities</p> <p>Calendrier indicatif</p> <table border="1"> <tbody> <tr> <td>jeudi 22 janvier 2015</td><td>Visa de l'Autorité des marchés financiers sur le Prospectus</td></tr> <tr> <td>vendredi 23 janvier 2015</td><td>Diffusion d'un communiqué de presse décrivant les principales caractéristiques de l'Offre Diffusion par Euronext de l'avis relatif à l'ouverture de l'OPO Ouverture de l'OPO et du Placement Global</td></tr> <tr> <td>lundi 26 janvier 2015</td><td>Réunion SFAF</td></tr> <tr> <td>mercredi 4 février 2015</td><td>Clôture de l'OPO et du Placement Global*</td></tr> <tr> <td>jeudi 5 février 2015</td><td>Centralisation de l'OPO Fixation du Prix de l'Offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension Publication par Euronext de l'avis de résultat de l'Offre Diffusion du communiqué de presse indiquant le Prix de l'Offre, le nombre définitif d'Actions Nouvelles et le résultat de l'Offre 1ère cotation des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris Début de la période de stabilisation éventuelle</td></tr> <tr> <td>lundi 9 février 2015</td><td>Règlement-livraison des actions dans le cadre de l'OPO et du Placement Global</td></tr> <tr> <td>mardi 10 février 2015</td><td>Début des négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris</td></tr> <tr> <td>vendredi 6 mars 2015</td><td>Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation par le Chef de File et Teneur de Livre Fin de la période de stabilisation éventuelle</td></tr> </tbody> </table> <p>* sauf clôture anticipée</p>	jeudi 22 janvier 2015	Visa de l'Autorité des marchés financiers sur le Prospectus	vendredi 23 janvier 2015	Diffusion d'un communiqué de presse décrivant les principales caractéristiques de l'Offre Diffusion par Euronext de l'avis relatif à l'ouverture de l'OPO Ouverture de l'OPO et du Placement Global	lundi 26 janvier 2015	Réunion SFAF	mercredi 4 février 2015	Clôture de l'OPO et du Placement Global*	jeudi 5 février 2015	Centralisation de l'OPO Fixation du Prix de l'Offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension Publication par Euronext de l'avis de résultat de l'Offre Diffusion du communiqué de presse indiquant le Prix de l'Offre, le nombre définitif d'Actions Nouvelles et le résultat de l'Offre 1ère cotation des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris Début de la période de stabilisation éventuelle	lundi 9 février 2015	Règlement-livraison des actions dans le cadre de l'OPO et du Placement Global	mardi 10 février 2015	Début des négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris	vendredi 6 mars 2015	Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation par le Chef de File et Teneur de Livre Fin de la période de stabilisation éventuelle
jeudi 22 janvier 2015	Visa de l'Autorité des marchés financiers sur le Prospectus																
vendredi 23 janvier 2015	Diffusion d'un communiqué de presse décrivant les principales caractéristiques de l'Offre Diffusion par Euronext de l'avis relatif à l'ouverture de l'OPO Ouverture de l'OPO et du Placement Global																
lundi 26 janvier 2015	Réunion SFAF																
mercredi 4 février 2015	Clôture de l'OPO et du Placement Global*																
jeudi 5 février 2015	Centralisation de l'OPO Fixation du Prix de l'Offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension Publication par Euronext de l'avis de résultat de l'Offre Diffusion du communiqué de presse indiquant le Prix de l'Offre, le nombre définitif d'Actions Nouvelles et le résultat de l'Offre 1ère cotation des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris Début de la période de stabilisation éventuelle																
lundi 9 février 2015	Règlement-livraison des actions dans le cadre de l'OPO et du Placement Global																
mardi 10 février 2015	Début des négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris																
vendredi 6 mars 2015	Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation par le Chef de File et Teneur de Livre Fin de la période de stabilisation éventuelle																
<p>E.4 Intérêts pouvant influencer sensiblement sur l'émission</p>	<p>Invest Securities SA, Chef de File et Teneur de Livre, et Invest Securities Corporate, conseil de la Société, ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur diverses prestations de services financiers, d'investissement et autres à la Société ou aux sociétés de son groupe, à leurs actionnaires ou à leurs mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.</p>																

E.5 Personne ou entité offrant de vendre ses actions / Engagement de conservation	<p>Personne ou entité offrant de vendre ses actions Sans objet.</p> <p>Engagements de conservation</p> <p><u>Engagement de conservation des principaux actionnaires de la Société représentant 87,10 % du capital à la date du Prospectus</u></p> <p>Sous réserve de certaines exceptions usuelles, l'engagement de conservation portera sur :</p> <ul style="list-style-type: none">(i) la totalité des actions et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société que les actionnaires concernés détiennent, jusqu'à l'expiration d'une durée de 180 jours suivant la date de première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris ;(ii) 70% des actions et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société que les actionnaires concernés détiennent, jusqu'à l'expiration d'une durée de 270 jours suivant la date de première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris ; et(iii) 40% des actions et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société que les actionnaires concernés détiennent, jusqu'à l'expiration d'une durée de 360 jours suivant la date de première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris. <p><u>Engagement de conservation de l'ensemble des dirigeants de la Société représentant 12,9 % du capital à la date du Prospectus</u></p> <p>Sous réserve de certaines exceptions usuelles, l'engagement de conservation portera sur la totalité des la totalité des actions et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société jusqu'à l'expiration d'une durée de 360 jours suivant la date de première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris.</p> <p>Engagement d'abstention de la Société A compter de la date de fixation du prix de l'Offre et pendant 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison, sous réserve de certaines exceptions usuelles.</p>																		
E.6 Montant et pourcentage de dilution	<p>Incidence de l'émission sur la quote-part des capitaux propres : A titre indicatif, sur la base des capitaux propres, du nombre total d'actions composant le capital social de la Société au 30 juin 2014 – révisés - et d'un prix égal au milieu de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, les capitaux propres par action, avant et après réalisation de l'Offre, s'établiraient comme suit (après imputation des frais juridiques et administratifs et de la rémunération globale des intermédiaires financiers) :</p> <table><tr><th>Quote-part des capitaux propres par action (en euros)</th><th>Base non diluée</th><th>Base diluée(1)</th></tr><tr><td>Avant émission des Actions Nouvelles</td><td>0,56 €</td><td>0,64 €</td></tr><tr><td>Après émission de 3750000 Actions Nouvelles (réalisation de l'Offre à 75%) (2)</td><td>1,15 €</td><td>1,14 €</td></tr><tr><td>Après émission de 5000000 Actions Nouvelles (réalisation de l'Offre à 100%)</td><td>1,30 €</td><td>1,27 €</td></tr><tr><td>Après émission de 10750000 Actions Nouvelles (réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégrale de la Clause d'Extension)</td><td>1,37 €</td><td>1,34 €</td></tr><tr><td>Après émission de 17362500 Actions Offertes (réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégrale de la Clause d'Extension et Option de Surallocation)</td><td>1,45 €</td><td>1,41 €</td></tr></table> <p>(1) (a) en tenant compte (i) des 843.165 bons de souscription d'actions, exerçables ou non émis, par décisions du président de la Société en dates du 14 décembre 2010, 18 janvier 2012 donnant droit à la souscription de 843.165 actions et (ii) des 887.475 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, exerçables ou non, émis par décisions du président de la Société en dates du 14 décembre 2010, 22 juin 2012, 14 septembre 2012, 14 janvier 2013, 2 juillet 2014 et 23 juillet 2014 donnant droit à la souscription de 887.475 actions et (b) à l'exclusion des bons de souscription d'actions dits « BSA2 » émis par l'assemblée générale de la Société en date du 21 mai 2014 qui seront automatiquement caducs immédiatement avant la date de l'introduction envisagée. (2) Dans le cas où les souscriptions représenteraient seulement les trois-quarts du nombre d'Actions Nouvelles.</p>	Quote-part des capitaux propres par action (en euros)	Base non diluée	Base diluée(1)	Avant émission des Actions Nouvelles	0,56 €	0,64 €	Après émission de 3750000 Actions Nouvelles (réalisation de l'Offre à 75%) (2)	1,15 €	1,14 €	Après émission de 5000000 Actions Nouvelles (réalisation de l'Offre à 100%)	1,30 €	1,27 €	Après émission de 10750000 Actions Nouvelles (réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégrale de la Clause d'Extension)	1,37 €	1,34 €	Après émission de 17362500 Actions Offertes (réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégrale de la Clause d'Extension et Option de Surallocation)	1,45 €	1,41 €
Quote-part des capitaux propres par action (en euros)	Base non diluée	Base diluée(1)																	
Avant émission des Actions Nouvelles	0,56 €	0,64 €																	
Après émission de 3750000 Actions Nouvelles (réalisation de l'Offre à 75%) (2)	1,15 €	1,14 €																	
Après émission de 5000000 Actions Nouvelles (réalisation de l'Offre à 100%)	1,30 €	1,27 €																	
Après émission de 10750000 Actions Nouvelles (réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégrale de la Clause d'Extension)	1,37 €	1,34 €																	
Après émission de 17362500 Actions Offertes (réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégrale de la Clause d'Extension et Option de Surallocation)	1,45 €	1,41 €																	

Incidence sur la participation dans le capital d'un actionnaire

A titre indicatif, l'incidence de l'émission sur la participation dans le capital d'un actionnaire détenant 1% du capital social de la Société préalablement à l'émission et ne souscrivant pas à celle-ci (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital social de la Société à la date du Prospectus) est la suivante :

Participation de l'actionnaire (en %)	Base non diluée	Base diluée(1)
Avant émission des Actions Nouvelles provenant de la présente opération	1,00%	0,84%
Après émission de 3750000 Actions Nouvelles (réalisation de l'Offre à 75%) (2)	0,71%	0,63%
Après émission de 5000000 Actions Nouvelles (réalisation de l'Offre à 100%)	0,65%	0,58%
Après émission de 10750000 Actions Nouvelles (réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégrale de la Clause d'Extension)	0,62%	0,55%
Après émission de 17362500 Actions Offertes (réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégrale de la Clause d'Extension et Option de Surallocation)	0,58%	0,52%

(1) (a) en tenant compte (i) des 843.165 bons de souscription d'actions, exerçables ou non émis, par décisions du président de la Société en dates du 14 décembre 2010, 18 janvier 2012 donnant droit à la souscription de 843.165 actions et (ii) des 887.475 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, exerçables ou non, émis par décisions du président de la Société en dates du 14 décembre 2010, 22 juin 2012, 14 septembre 2012, 14 janvier 2013, 2 juillet 2014 et 23 juillet 2014 donnant droit à la souscription de 887.475 actions et (b) à l'exclusion des bons de souscription d'actions dits « BSA2 » émis par l'assemblée générale de la Société en date du 21 mai 2014 qui seront automatiquement caducs immédiatement avant la date de l'introduction envisagée.

(2) Dans le cas où les souscriptions représenteraient seulement les trois-quarts du nombre d'Actions Nouvelles.

Détention avant l'Offre

A la date du Prospectus, le capital social de la Société s'élève à 918.726,20 € divisé en 9.187.262 actions de 0,1 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Répartition du capital à la date du Prospectus sur une base non diluée et sur une base pleinement diluée

Actionnaires	Sur une base non diluée		Sur une base pleinement diluée ⁽¹⁾	
	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote ⁽²⁾	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote ⁽²⁾
Gérard Vaillant	116 201	1,26%	282 867	2,36%
Dominique Petit	509 000	5,54%	680 079	5,67%
Yves Vignancour	-	-	391 548	3,26%
Total mandataires sociaux	625 201	6,81%	1 354 494	11,29%
Total autres fondateurs, consultants et salariés	560 000	6,10%	1 394 681	11,62%
Kurma Biofund	3 497 301	38,07%	3 526 101	29,39%
TLP European Investment	1 664 000	18,11%	2 600 000	21,67%
Fred Goad ⁽³⁾	1 571 744	17,11%	1 582 112	13,19%
IdInvest ⁽⁴⁾	830 434	9,04%	935 266	7,80%
Michel DeMane	249 540	2,72%	416 206	3,47%
Jimmy Kever	114 043	1,24%	114 043	0,95%
Spinevision	74 999	0,82%	74 999	0,63%
Total investisseurs	8 002 061	87,10 %	9 248 727	77,09%
TOTAL	9 187 262	100,00%	11 997 902	100%

(1) en tenant compte (i) des 2.763.165 bons de souscription d'actions, exerçables ou non émis, par décisions du président de la Société en dates du 14 décembre 2010, 18 janvier 2012 et de l'assemblée générale de la Société en date du 21 mai 2014 donnant droit à la souscription de 1.923.165 actions et (ii) des 887.475 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, exerçables ou non, émis par décisions du président de la Société en dates du 14 décembre 2010, 22 juin 2012, 14 septembre 2012, 14 janvier 2013, 2 juillet 2014 et 23 juillet 2014 donnant droit à la souscription de 887.475 actions

(2) sans tenir compte du droit de vote double attaché à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire étant précisé que les actions présentant ces caractéristiques à la date de l'introduction envisagée bénéficient immédiatement du droit de vote double (voir la Section E6 ci-dessous).

(3) dont 616.760 actions, tant sur une base non diluée que diluée, soit 6,71 % du capital de la Société, détenues via la société GOAD Deana Dynasty Trust.

(4) au travers de trois fonds gérés par IdInvest Partners.

Impact sur la capital social de la Société de l'exercice de l'ensemble des instruments dilutifs émis à la date du Prospectus

	Titres existants	En cas d'exercice uniquement des BSA	En cas d'exercice uniquement des BSPCE	En cas d'exercice de l'intégralité des instruments dilutifs
Nbre d'actions créées	9 187 262	1 923 165	887 475	2 810 640
Dilution		17,31%	8,81%	23,43%

Détention après l'Offre

Les calculs réalisés pour l'ensemble des tableaux ci-dessous sont basés sur les hypothèses suivantes :

- (i) un prix égal au point médian de la fourchette indicative de Prix de l'Offre, soit 3,00 euros,
- (ii) les ordres émis par les actionnaires ayant signé un engagement de souscription (voir la Section E.3 ci-dessus) aient été entièrement servis,
- (iii) un droit de vote double est attaché à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire étant précisé que les actions présentant ces caractéristiques à la date de l'introduction envisagée bénéficient immédiatement du droit de vote double (voir la Section E6 ci-dessous), et
- (iv) le capital social dilué tient compte (a) des 843.165 bons de souscription d'actions, exerçables ou non émis, par décisions du président de la Société en dates du 14 décembre 2010, 18 janvier 2012 donnant droit à la souscription de 843.165 actions et (b) des 887.475 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, exerçables ou non, émis par décisions du président de la Société en dates du 14 décembre 2010, 22 juin 2012, 14 septembre 2012, 14 janvier 2013, 2 juillet 2014 et 23 juillet 2014 donnant droit à la souscription de 887.475 actions, à l'exclusion des bons de souscription d'actions dits « BSA₂ » émis par l'assemblée générale de la Société en date du 21 mai 2014 qui seront automatiquement caducs immédiatement avant la date de l'introduction envisagée.

En cas de réalisation de l'Offre à 75%

	Capital existant				Capital dilué			
	Nbre de titres	% de détention	Nbre de droits de vote	% de droits de vote	Nbre de titres	% de détention	Nbre de droits de vote	% de droits de vote
Gérard Vaillant	116 201	0,90%	216 201	1,20%	282 867	1,93%	382 867	1,94%
Dominique Petit	509 000	3,93%	1 018 000	5,67%	680 079	4,64%	1 189 079	6,04%
Yves Vignancour	0	0,00%	0	0,00%	391 548	2,67%	391 548	1,99%
Total mandataires sociaux	625 201	4,83%	1 234 201	6,87%	1 354 494	9,23%	1 963 494	9,97%
Total autres fondateurs, consultants et salariés	560 000	4,33%	1 120 000	6,24%	1 394 681	9,51%	1 954 681	9,93%
Kurma Biofund	3 854 634	29,79%	6 102 848	33,97%	3 854 634	26,28%	6 102 848	30,99%
TLP European Investment	2 444 000	18,89%	2 444 000	13,61%	2 444 000	16,66%	2 444 000	12,41%
Fred Goad ¹	1 580 384	12,22%	2 766 461	15,40%	1 580 384	10,77%	2 766 461	14,05%
IdInvest ²	1 496 434	11,57%	1 496 434	8,33%	1 496 434	10,20%	1 496 434	7,60%
Michel DeMane	249 540	1,93%	482 871	2,69%	416 206	2,84%	649 537	3,30%
Jimmy Kever	114 043	0,88%	228 086	1,27%	114 043	0,78%	228 086	1,16%
Spinevision	74 999	0,58%	149 998	0,84%	74 999	0,51%	149 998	0,76%
Total investisseurs	9 814 034	75,86%	13 670 698	76,11%	9 980 700	68,04%	13 837 364	70,26%
Public	1 938 027	15%	1 938 027	11%	1 938 027	13%	1 938 027	10%
TOTAL	12 937 262	100%	17 962 926	100%	14 667 902	100%	19 693 566	100%

(1) dont 616 760 actions, tant sur une base non diluée que diluée, soit 4,77 % du capital non dilué de la Société, détenues via la société GOAD Deana Dynasty Trust.

(2) au travers de trois fonds gérés par IdInvest Partners.

En cas de réalisation de l'Offre à 100%

	Capital existant				Capital dilué			
	Nbre de titres	% de détention	Nbre de droits de vote	% de droits de vote	Nbre de titres	% de détention	Nbre de droits de vote	% de droits de vote
Gérard Vaillant	116 201	0,82%	216 201	1,13%	282 867	1,78%	382 867	1,83%
Dominique Petit	509 000	3,59%	1 018 000	5,30%	680 079	4,27%	1 189 079	5,68%
Yves Vignancour	0	0,00%	0	0,00%	391 548	2,46%	391 548	1,87%
Total mandataires sociaux	625 201	4,41%	1 234 201	6,42%	1 354 494	8,51%	1 963 494	9,38%
Total autres fondateurs, consultants et salariés	560 000	3,95%	1 120 000	5,83%	1 394 681	8,76%	1 954 681	9,33%
Kurma Biofund	3 854 634	27,17%	6 102 848	31,76%	3 854 634	24,22%	6 102 848	29,14%
TLP European Investment	2 444 000	17,23%	2 444 000	12,72%	2 444 000	15,35%	2 444 000	11,67%
Fred Goad ¹	1 580 384	11,14%	2 766 461	14,40%	1 580 384	9,93%	2 766 461	13,21%
IdInvest ²	1 496 434	10,55%	1 496 434	7,79%	1 496 434	9,40%	1 496 434	7,15%
Michel DeMane	249 540	1,76%	482 871	2,51%	416 206	2,61%	649 537	3,10%
Jimmy Kever	114 043	0,80%	228 086	1,19%	114 043	0,72%	228 086	1,09%
Spinevision	74 999	0,53%	149 998	0,78%	74 999	0,47%	149 998	0,72%
Total investisseurs	9 814 034	69,17%	13 670 698	71,15%	9 980 700	62,70%	13 837 364	66,07%
Public	3 188 027	22%	3 188 027	17%	3 188 027	20%	3 188 027	15%
TOTAL	14 187 262	100%	19 212 926	100%	15 917 902	100%	20 943 566	100%

(1) dont 616 760 actions, tant sur une base non diluée que diluée, soit 4,35 % du capital non dilué de la Société, détenues via la société GOAD Deana Dynasty Trust

(2) au travers de trois fonds gérés par IdInvest Partners.

En cas de réalisation de l'Offre à 100% et exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension

	Capital existant				Capital dilué			
	Nbre de titres	% de détention	Nbre de droits de vote	% de droits de vote	Nbre de titres	% de détention	Nbre de droits de vote	% de droits de vote
Gérard Vaillant	116 201	0,78%	216 201	1,08%	282 867	1,70%	382 867	1,76%
Dominique Petit	509 000	3,41%	1 018 000	5,10%	680 079	4,08%	1 189 079	5,48%
Yves Vignancour	0	0,00%	0	0,00%	391 548	2,35%	391 548	1,80%
Total mandataires sociaux	625 201	4,19%	1 234 201	6,18%	1 354 494	8,13%	1 963 494	9,05%
Total autres fondateurs, consultants et salariés	560 000	3,75%	1 120 000	5,61%	1 394 681	8,37%	1 954 681	9,01%
Kurma Biofund	3 854 634	25,81%	6 102 848	30,57%	3 854 634	23,13%	6 102 848	28,13%
TLP European Investment	2 444 000	16,36%	2 444 000	12,24%	2 444 000	14,66%	2 444 000	11,27%
Fred Goad ¹	1 580 384	10,58%	2 766 461	13,86%	1 580 384	9,48%	2 766 461	12,75%
IdInvest ²	1 496 434	10,02%	1 496 434	7,50%	1 496 434	8,98%	1 496 434	6,90%
Michel DeMane	249 540	1,67%	482 871	2,42%	416 206	2,50%	649 537	2,99%
Jimmy Kever	114 043	0,76%	228 086	1,14%	114 043	0,68%	228 086	1,05%
Spinevision	74 999	0,50%	149 998	0,75%	74 999	0,45%	149 998	0,69%
Total investisseurs	9 814 034	65,70%	13 670 698	68,48%	9 980 700	59,88%	13 837 364	63,79%
Public	3 938 027	26%	3 938 027	20%	3 938 027	24%	3 938 027	18%
TOTAL	14 937 262	100%	19 962 926	100%	16 667 902	100%	21 693 566	100%

(1) dont 616 760 actions, tant sur une base non diluée que diluée, soit 4,13 % du capital non dilué de la Société, détenues via la société GOAD Deana Dynasty Trust

(2) au travers de trois fonds gérés par IdInvest Partners.

En cas de réalisation de l'Offre à 100% et exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation

	Capital existant				Capital dilué			
	Nbre de titres	% de détention	Nbre de droits de vote	% de droits de vote	Nbre de titres	% de détention	Nbre de droits de vote	% de droits de vote
Gérard Vaillant	116 201	0,74%	216 201	1,04%	282 867	1,61%	382 867	1,70%
Dominique Petit	509 000	3,22%	1 018 000	4,89%	680 079	3,88%	1 189 079	5,27%
Yves Vignancour	0	0,00%	0	0,00%	391 548	2,23%	391 548	1,74%
Total mandataires sociaux	625 201	3,96%	1 234 201	5,93%	1 354 494	7,73%	1 963 494	8,70%
Total autres fondateurs, consultants et salariés	560 000	3,54%	1 120 000	5,38%	1 394 681	7,96%	1 954 681	8,67%
Kurma Biofund	3 854 634	24,40%	6 102 848	29,30%	3 854 634	21,99%	6 102 848	27,06%
TLP European Investment	2 444 000	15,47%	2 444 000	11,74%	2 444 000	13,94%	2 444 000	10,84%
Fred Goad ¹	1 580 384	10,00%	2 766 461	13,28%	1 580 384	9,02%	2 766 461	12,26%
IdInvest ²	1 496 434	9,47%	1 496 434	7,19%	1 496 434	8,54%	1 496 434	6,63%
Michel DeMane	249 540	1,58%	482 871	2,32%	416 206	2,37%	649 537	2,88%
Jimmy Kever	114 043	0,72%	228 086	1,10%	114 043	0,65%	228 086	1,01%
Spinevision	74 999	0,47%	149 998	0,72%	74 999	0,43%	149 998	0,67%
Total investisseurs	9 814 034	62,12%	13 670 698	65,64%	9 980 700	56,93%	13 837 364	61,35%
Public	4 800 527	30%	4 800 527	23%	4 800 527	27%	4 800 527	21%
TOTAL	15 799 762	100%	20 825 426	100%	17 530 402	100%	22 556 066	100%

(1) dont 616 760 actions, tant sur une base non diluée que diluée, soit 3,90 % du capital non dilué de la Société, détenues via la société GOAD Deana Dynasty Trust

(2) au travers de trois fonds gérés par IdInvest Partners.

E.7 Dépenses facturées à l'investisseur

Sans objet.

**INFORMATIONS REQUISES AU TITRE DE L'ANNEXE III DU
REGLEMENT EUROPEEN N°809/2004 ET DE L'ANNEXE XXII DU
REGLEMENT DELEGUE (UE) N°486/2012**

1 PERSONNES RESPONSABLES

1.1 Responsable du Prospectus

Monsieur Yves Vignancour, Directeur Général.

1.2 Attestation du responsable du Prospectus

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le Prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le Prospectus ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Prospectus.

Les informations financières historiques présentées dans le Prospectus ont fait l'objet de rapports du contrôleur légal concerné (Deloitte & Associés). Le rapport d'examen limité relatif aux comptes semestriels condensés du 1er semestre 2014, figurant en page 191 du Document de Base, précise que :

« Safe Orthopaedics établissant pour la première fois des comptes semestriels consolidés condensés, les informations relatives à la période du 1er janvier 2013 au 30 juin 2013 présentées à titre comparatif n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen limité. »

Eragny Sur Oise , le 22 janvier 2015
Yves Vignancour
Directeur Général

1.3 Responsable de l'information financière

Elvire Huisse
Directeur Administratif et Financier
Adresse : Allée Rosa Luxemburg, Parc des Bellevues, Bâtiment le Californie 95610 Eragny Sur Oise
Téléphone : +33 (0) 1 34 21 50 00
Télécopie : +33 (0) 1 34 21 12 00
Courriel : contact@safeortho.com

2 FACTEURS DE RISQUE

En complément des facteurs de risque décrits au chapitre 4 « Facteurs de risques » du Document de Base, l'investisseur est invité à tenir compte des facteurs suivants et des autres informations contenues dans la Note d'Opération avant de décider d'investir dans les actions de la Société. Un investissement dans les actions de la Société implique des risques. Les risques significatifs que la Société a identifiés à la date du visa de l'AMF sur le Prospectus sont ceux décrits dans le Document de Base et ceux décrits ci-dessous. Si l'un de ces risques venait à se concrétiser, les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives de la Société pourraient en être significativement affectés. Dans une telle éventualité, le prix de marché des actions de la Société pourrait baisser et l'investisseur pourrait perdre la totalité ou une partie des sommes qu'il aurait investies dans les actions de la Société. D'autres risques et incertitudes non connus de la Société à la date du Prospectus ou qu'elle juge aujourd'hui non significatifs pourraient exister et survenir et également perturber ou avoir un effet défavorable sur les activités, la situation financière, les résultats, les perspectives de la Société ou le prix de marché des actions de la Société.

Les actions de la Société n'ont jamais été négociées sur un marché financier et sont soumises aux fluctuations de marché

Les actions de la Société, jusqu'à leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris (« Euronext »), n'auront fait l'objet d'aucune cotation sur un marché réglementé. Le Prix de l'Offre ne présage pas des performances du prix de marché des actions de la Société à la suite de leur admission aux négociations sur Euronext. Le prix de marché qui s'établira postérieurement à l'admission des actions de la Société aux négociations sur Euronext est susceptible de varier significativement par rapport au Prix de l'Offre. Bien que la Société ait demandé l'admission de ses actions aux négociations sur Euronext, il n'est pas possible de garantir l'existence d'un marché liquide pour ses actions ni qu'un tel marché, s'il se développe, perdurera. Si un marché liquide pour les actions de la Société ne se développe pas, le prix de marché de ses actions et la capacité des investisseurs à négocier leurs actions dans des conditions qu'ils pourraient juger satisfaisantes pourraient en être affectés.

Le prix de marché des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante

Le prix de marché des actions de la Société pourrait être affecté de manière significative par de nombreux facteurs ayant un impact sur la Société, ses concurrents, ou les conditions économiques générales et le secteur de l'industrie des dispositifs médicaux. Le prix de marché des actions de la Société pourrait notamment fluctuer de manière sensible en réaction à des événements tels que, par exemple :

- des variations des résultats financiers, des prévisions ou des perspectives du Groupe ou de ceux de ses concurrents d'une période à l'autre ;
- des annonces de concurrents ou d'autres sociétés ayant des activités similaires y compris celles portant sur la performance financière et opérationnelle de ces sociétés ;
- des évolutions défavorables de l'environnement réglementaire applicable dans les pays où les marchés propres au secteur d'activité du Groupe ou au Groupe elle-même ;
- des annonces portant sur des modifications de l'actionnariat de la Société ;
- des annonces portant sur des modifications de l'équipe dirigeante ;
- des annonces portant sur le périmètre des actifs du Groupe (acquisitions, cession, etc.) ; et
- l'annonce de nouveaux produits et services, de nouveaux contrats de licences ou d'innovation technologique par le Groupe ou ses concurrents

Par ailleurs, les marchés boursiers connaissent d'importantes fluctuations qui ne sont pas toujours en rapport avec les résultats et les perspectives des sociétés dont les actions y sont négociées. De telles fluctuations de marché ainsi que la conjoncture économique pourraient donc également affecter de manière significative le prix de marché des actions de la Société.

La cession par les principaux actionnaires existants d'un nombre important d'actions de la Société pourrait avoir un impact significatif sur le prix de marché des actions de la Société

Les principaux actionnaires de la Société (détenant collectivement 82,3% du capital préalablement à l'Offre) détiendront environ 59,34% du capital de la Société à l'issue de l'Offre (en prenant pour hypothèse (i) l'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation et (ii) les engagements de souscription mentionnés au paragraphe 5.2.2 de la Note d'Opération)).

La décision des principaux actionnaires de la Société de céder tout ou partie de leur participation sur le marché après l'expiration de leur engagement de conservation (tel que décrit au paragraphe 7.2 de la Note d'Opération) ou avant son expiration en cas de levée éventuelle, ou la perception qu'une telle cession est imminente, pourrait avoir un effet défavorable significatif sur le prix de marché des actions de la Société.

Risques liés à l'insuffisance des souscriptions et à l'annulation de l'Offre

L'Offre ne fera ni l'objet ni d'une garantie de placement ni d'une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce. Le début des négociations des actions de la Société n'interviendra donc qu'à l'issue des opérations de règlement-livraison et après délivrance du certificat du dépositaire.

En cas d'insuffisance de la demande, l'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre (telle que définie au paragraphe 5.1.1 de la Note d'Opération) pourrait être limitée aux souscriptions reçues dès lors que celles-ci atteindraient 75 % du nombre d'Actions Nouvelles offertes, ce qui ne remettrait pas en cause la réalisation des objectifs de la Société. Ainsi, si les souscriptions reçues n'atteignaient pas trois-quarts du nombre d'Actions Nouvelles offertes, l'Offre serait annulée et les ordres de souscription deviendraient caducs.

Si les souscriptions reçues étaient comprises entre 75% et 100% du nombre d'Actions Nouvelles offertes, les objectifs décrits au paragraphe 3.4 « Raisons de l'Offre et utilisation prévue du produit net de l'opération », pourraient être en partie remis en question.

La politique de distribution de dividendes de la Société

La Société n'a pas versé de dividendes au cours des trois derniers exercices. Il n'est pas prévu d'initier une politique de versement de dividende à court terme compte tenu du stade de développement de la Société. Cependant, la Société réévaluera régulièrement l'opportunité de verser un dividende en considérant les conditions générales de l'environnement économique, les conditions spécifiques à son secteur d'activité, les résultats de la Société, sa situation financière, les intérêts de ses actionnaires ainsi que tout autre facteur qu'il jugera pertinent.

Dilution liée au financement de tout ou partie des besoins de financement complémentaires éventuels

La Société pourrait avoir dans le futur des besoins de financement complémentaires pour le développement de ses produits et/ou de ses technologies. Il se pourrait que la Société se trouve dans l'incapacité d'autofinancer sa croissance ce qui la conduirait à rechercher d'autres sources de financement, moyennant le renforcement de ses fonds propres par voie d'augmentation de capital et/ou la souscription d'emprunts bancaires.

Dans la mesure où la Société lèverait des capitaux par émission d'actions nouvelles, la participation de ses actionnaires pourrait être diluée.

Les actionnaires actuels et futurs de la Société pourraient subir une dilution potentiellement significative induite par les instruments dilutifs existants ou découlant d'éventuelles augmentations de capital futur rendues nécessaires par la recherche de financement complémentaire par la Société

La Société a, depuis sa création, procédé à des émissions de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et de bons de souscription d'actions (voir en ce sens le paragraphe 21.1.4 « Valeurs mobilières ouvrant droit à une quote-part du capital » du Document de Base).

L'exercice intégral de l'ensemble de ces instruments donnant accès au capital attribués et en circulation à la date du Prospectus permettrait la souscription de 1 730 640 actions nouvelles, représentant une dilution potentielle d'environ 18,84% sur la base du capital existant à la date du Prospectus et d'environ 15,85% sur la base du capital dilué (sans tenir compte des actions pouvant être émises sur exercice des BSA₂ qui seront caducs à la date d'admission des actions aux négociations sur Euronext, s'ils ne sont pas exercés avant cette date (voir le paragraphe 21.1.4 « Valeurs mobilières ouvrant droit à une quote-part du capital » du Document de Base)).

	Titres existants	En cas d'exercice uniquement des BSA	En cas d'exercice uniquement des BSPCE	En cas d'exercice de l'intégralité des instruments dilutifs
Nbre d'actions créées	9 187 262	843 165	887 475	1 730 640
Dilution		8,41%	8,81%	15,85%

Dans le cadre de sa politique de motivation de ses dirigeants et salariés et afin d'attirer des compétences complémentaires, la Société pourrait en outre procéder à l'avenir à l'émission ou l'attribution d'actions ou de nouveaux instruments financiers donnant accès au capital de la Société pouvant entraîner une dilution supplémentaire, potentiellement significative, pour les actionnaires actuels et futurs de la Société.

Par ailleurs, la Société pourrait avoir dans le futur des besoins de financement complémentaires pour le développement de ses produits et/ou de ses technologies. Il se pourrait que la Société se trouve dans l'incapacité d'autofinancer sa croissance ce qui la conduirait à rechercher d'autres sources de financement, moyennant le renforcement de ses fonds propres par voie d'augmentation de capital et/ou la souscription d'emprunts bancaires.

Dans la mesure où la Société lèverait des capitaux par émission d'actions nouvelles, la participation de ses actionnaires pourrait être diluée.

3 INFORMATIONS DE BASE

3.1 Déclarations sur le fonds de roulement net

La Société ne dispose pas d'un fonds de roulement net consolidé suffisant pour faire face aux besoins de trésorerie d'exploitation du Groupe au cours des douze prochains mois à compter de la date de visa sur le Prospectus.

La trésorerie disponible au 31 décembre 2014 (993 K€) permettra à la Société de poursuivre ses activités jusqu'à fin février 2015.

Le montant nécessaire à la poursuite des activités du Groupe au cours des 12 mois suivant la date de visa sur le Prospectus est estimé à 6,6 M€ (sans tenir compte de l'engagement de recapitalisation pris par les actionnaires actuels en cas de non réalisation de l'introduction en bourse). Ce montant intègre le paiement des dépenses courantes liées à l'activité et au développement (marketing et investissements) du Groupe, le remboursement des avances remboursables d'OSEO et l'encaissement du Crédit Impôt Recherche.

La préparation de l'introduction en bourse constitue la solution privilégiée à l'heure actuelle par la Société pour remédier à cette situation de trésorerie, y compris en cas de réalisation partielle de l'opération (souscription au trois quarts au moins du nombre d'Actions Nouvelles offertes, représentant un montant minimum d'augmentation de capital net de frais de 8 297 k€ sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 2,55 €).

Il est précisé par ailleurs qu'un groupe d'actionnaires a pris un engagement ferme de souscription à l'Offre d'un montant global de 5,4 M€.

Si les conditions de marché ne permettaient pas de réaliser cette opération, la Société entend poursuivre sa recherche de financement auprès d'investisseurs dans le cadre d'un placement privé.

3.2 Capitaux propres et endettement

En application du paragraphe 127 des recommandations du CESR de février 2005 (mises à jour par l'ESMA - ESMA/2013/319 en mars 2013) en vue d'une application cohérente du règlement de la Commission européenne sur les prospectus n° 809/2004 (Réf. : CESR/05-054b), la situation des capitaux propres et de l'endettement financier net au 31 décembre 2014 est telle que détaillée ci-après :

en k€ - Au 31/12/2014	
Total des dettes financières courantes	309
<i>faisant l'objet de garanties</i>	
<i>faisant l'objet de nantissements</i>	
<i>sans garanties ni nantissements</i>	309
Total des dettes financières non courantes	737
<i>faisant l'objet de garanties</i>	
<i>faisant l'objet de nantissements</i>	
<i>sans garanties ni nantissements</i>	737
Capitaux propres au 31/12/2014 (hors résultat)	7 536
<i>Capital social</i>	919
<i>Primes</i>	13 798
<i>Réserves</i>	(7 181)
<i>Report à nouveau négatif après affectation du résultat de l'exercice 2013</i>	
<i>Résultat de l'exercice</i>	

Trésorerie nette de la Société en euros	
<i>(A) Trésorerie</i>	192
<i>(B) Equivalent de trésorerie</i>	801
<i>(C) Titres de placement</i>	
(D) Liquidités (A)+(B)+(C)	993
(E) Créances financières à court terme	
<i>(F) Dettes bancaires à court terme</i>	
<i>(G) Part courante des dettes non courantes</i>	309
<i>(H) Autres dettes financières à court terme</i>	
(I) Endettement financier courant (F)+(G)+(H)	309
(J) Endettement Net financier courant (I)-(E)-(D)	(684)
<i>(K) Dettes financières bancaires à plus d'un an (1)</i>	
<i>(L) Obligations émises</i>	
<i>(M) Autres dettes financières à plus d'un an</i>	737
(N) Endettement financier non courant net (K)+(L)+(M)	737
(O) Endettement Net financier courant et non courant (J)+(N)	53

Données établies à partir des comptes au 30 juin 2014 qui n'intègrent pas le résultat dégagé sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014.

Aucun changement significatif susceptible d'affecter le montant de l'endettement financier net à moyen et long terme et le montant des capitaux propres (hors résultat de la période) du Groupe n'est intervenu depuis le 31 décembre 2014.

3.3 Intérêt des personnes physiques et morales participant à l'émission

Invest Securities SA, Chef de File et Teneur de Livre, et Invest Securities Corporate, conseil de la Société, ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur diverses prestations de services financiers, d'investissement et autres à la Société, à leurs actionnaires ou à leurs mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.

3.4 Raisons de l'émission et utilisation du produit

L'émission des Actions Nouvelles est destinée à fournir au Groupe des moyens supplémentaires pour financer ses opérations y compris le besoin en fonds de roulement et sa croissance à travers les axes stratégiques suivants :

- à hauteur de 35%, l'accélération du développement commercial en renforçant la force commerciale aux Etats-Unis (i.e., multiplication par 3 du nombre de commerciaux) et en France et en Allemagne (multiplication par 2 du nombre de commerciaux).
- à hauteur de 20%, la poursuite des développements R&D et l'expansion de la gamme de produits à l'ensemble des segments de la fusion vertébrale, en ce compris notamment le lancement :
 - d'une cage-auto stable pour les vertèbres cervicales,
 - d'un nouvel implant pour les chirurgies traumatologiques et
 - des implants et instruments pour les chirurgies de déformation.
- à hauteur de 30 %, le renforcement des actions de marketing (congrès, études,...) ;
- à hauteur de 15%, le renforcement du recrutement de personnels dédiés à la R&D.

En cas de souscription à hauteur de 75% de l'Offre, le développement des implants et instruments pour les chirurgies de déformation serait décalé, les fonds affectés aux frais marketing et au recrutement seraient réduits et ce dernier s'effectuerait sur une période plus longue

4 Informations sur les valeurs mobilières devant être offertes et admises à la négociation sur le marché Euronext Paris

4.1 Nature, catégorie et jouissance des valeurs mobilières offertes et admises à la négociation

Nature et nombre des titres dont l'admission aux négociations est demandée

Les titres de la Société dont l'admission aux négociations sur Euronext Compartiment C est demandée sont :

- l'ensemble des actions ordinaires composant le capital social, soit 9.187.262 actions de 0,10 euro de valeur nominale chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées et de même catégorie, en ce compris 1.058.999 actions ordinaires et 8.128.263 actions ordinaires résultant de la conversion de (a) 5.207.790 actions de préférence de catégorie A et de (b) 2.920.473 actions de préférence de catégorie B, devant intervenir à la date de la première cotation des actions de la Société sur Euronext (les « **Actions Existantes** ») ; et
- un maximum de 5 000 000 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire, y compris par compensation de créances, par voie d'offre au public, pouvant être portées à un maximum de 5 750 000 actions nouvelles par émission de 750 000 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension (ensemble, les « **Actions Nouvelles** ») et à un maximum de 6 612 500 actions nouvelles par émission de 862 500 actions nouvelles supplémentaires en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation (les « **Actions Nouvelles Supplémentaires** » et avec les Actions Nouvelles, les « **Actions Offertes** »).

Les Actions Offertes sont des actions ordinaires de la Société, toutes de même catégorie.

Date de jouissance

Les Actions Nouvelles seront assimilables, dès leur émission, aux Actions Existantes. Elles porteront jouissance à compter du 1^{er} janvier 2015 (voir le paragraphe 4.5 de la Note d'Opération s'agissant du droit à dividendes).

Code ISIN

FR0012452746

Mnémonique

SAFOR

Secteur d'activité - Classification ICB

4535 - Medical Equipment

Première cotation et négociation des actions

La première cotation des actions de la Société sur Euronext devrait intervenir le 5 février 2015, et les négociations des actions de la Société devraient débuter le 10 février 2015

4.2 Droit applicable et tribunaux compétents

Les actions nouvelles sont émises dans le cadre de la législation française et les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social de la Société lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges lorsque la Société est demanderesse, sauf disposition contraire du Code de procédure civile.

4.3 Forme et mode d'inscription en compte des actions

Les actions nouvelles pourront revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix des souscripteurs.

Conformément à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier, elles seront, obligatoirement inscrites en compte-titres tenu, selon le cas, par la Société ou un intermédiaire habilité.

En conséquence, les droits des titulaires seront représentés par une inscription sur un compte-titres ouvert à leur nom dans les livres :

- de Caceis Corporate Trust (14 rue Rouget de Lisle 92130 Issy-les-Moulineaux) mandaté par la Société, pour les actions conservées sous la forme nominative pure ;

- d'un intermédiaire habilité de leur choix et de Caceis Corporate Trust (14 rue Rouget de Lisle 92130 Issy-les-Moulineaux) mandaté par la Société, pour les actions détenues sous la forme nominative administrée ;
- d'un intermédiaire habilité de leur choix pour les actions conservées sous la forme au porteur.

Conformément aux articles L. 211-15 et L. 211-17 du Code monétaire et financier, les actions se transmettent par virement de compte à compte et le transfert de propriété des actions nouvelles résultera de leur inscription au compte-titres du souscripteur.

Les actions nouvelles feront l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear France qui assurera la compensation des actions entre teneurs de compte-conservateurs. Elles feront également l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear Bank S.A./N.V et de Clearstream Banking, société anonyme (Luxembourg).

Selon le calendrier indicatif de l'augmentation de capital, il est prévu que les actions nouvelles soient inscrites en compte-titres le 5 février 2015.

4.4 Devise d'émission

L'émission des actions nouvelles est réalisée en Euro.

4.5 Droits attachés aux actions nouvelles

Les Actions Offertes seront, dès leur création, soumises à toutes les stipulations des statuts tels qu'adoptés par l'assemblée générale à caractère mixte des actionnaires du 9 janvier 2015 sous condition suspensive non rétroactive de la première cotation des actions de la Société sur Euronext. En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société, les principaux droits attachés aux actions nouvelles sont décrits ci-après :

Bénéfice – Réserves légales - Droit à dividendes

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices, et dans le boni de liquidation à une quotité proportionnelle au nombre et à la valeur nominale des actions existantes.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions, qu'elles soient ou non de préférence, ou valeurs mobilières pour exercer un droit quelconque, les actionnaires ou titulaires de valeurs mobilières font leur affaire personnelle du groupement du nombre d'actions ou de valeurs mobilières nécessaire.

Sur le bénéfice de l'exercice social, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est obligatoirement fait un prélèvement d'au moins cinq pour cent (5 %) affecté à la formation d'un fonds de réserve dit « réserve légale ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent, et augmenté du report bénéficiaire.

S'il résulte des comptes de l'exercice, tels qu'approuvés par l'assemblée générale, l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer sous forme de dividendes.

Après avoir constaté l'existence de réserves dont elle a la disposition, l'assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur ces réserves. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes seront prélevés en priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée générale ou, à défaut, par le conseil d'administration.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice pourra accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

De la même façon, l'assemblée générale ordinaire, statuant dans les conditions prévues à l'article L. 232-12 du Code de commerce pourra en cas de mise en paiement à chaque actionnaire d'un acompte sur dividendes décidé par le conseil d'administration et pour tout ou partie dudit acompte sur dividende, autoriser le conseil d'administration à accorder une option entre le paiement de l'acompte sur dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement en actions, le prix et les conditions d'émission des actions ainsi que la demande de paiement en actions et les conditions de réalisation de l'augmentation de capital seront régis par la loi et les règlements.

Les dividendes non réclamés dans les cinq années à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits et doivent, passé ce délai, être reversés à l'Etat.

Les dividendes versés à des non-résidents sont soumis à une retenue à la source en France (voir le paragraphe 4.11 de la Note d'Opération).

Droit préférentiel de souscription

Les actions comportent, sauf renonciation de la part des actionnaires, un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital. Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital immédiate ou à terme. Pendant la durée de la souscription, ce droit est négociable lorsqu'il est détaché d'actions elles-mêmes négociables. Dans le cas contraire, il est cessible dans les mêmes conditions que l'action elle-même. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription (articles L. 225-132 et L. 228-91 du code de commerce).

Droit de vote

Sauf dans les cas où la loi en dispose autrement, et sauf le droit de vote double prévu ci-après, chaque actionnaire a autant de droits de vote et exprime en assemblée autant de voix qu'il possède d'actions libérées des versements exigibles. A égalité de valeur nominale, et sauf le droit de vote double prévu ci-après, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées (quelle que soit leur catégorie) pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire, étant précisé que les actions présentant ces caractéristiques à la date de l'introduction envisagée bénéficient immédiatement du droit de vote double. Ce droit est conféré également dès leur émission en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit.

Droit de participation aux bénéfices de la Société

Les actionnaires de la Société ont droit aux bénéfices dans les conditions définies par les articles L. 232-10 et suivants du code de commerce.

Droit de participation à tout excédent en cas de liquidation

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une quotité identique, sous réserve de la création d'actions de préférence.

Clauses de rachat ou de conversion

Les statuts de la Société ne prévoient pas de clause de rachat ou de conversion des actions ordinaires.

Identification des détenteurs de titres

La Société se tient informée de la composition de son actionnariat dans les conditions prévues par la loi. A ce titre, la Société peut faire usage de toutes les dispositions légales prévues en matière d'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires.

Franchissement de seuils statutaires

Les statuts de la Société ne prévoient pas de clause de franchissement de seuil.

4.6 Autorisations

4.6.1 Délégation de compétence de l'Assemblée Générale de la Société en date du 9 janvier 2015

Seizième résolution

Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre au public

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes,

conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du code de commerce, et, notamment, de ses articles L. 225-129 à L. 225-129-6, L. 225-135, L. 225-135-1, L. 225-136, L. 228-91 et L. 228-92,

délègue au conseil d'administration sa compétence pour décider l'émission, par voie d'offre au public en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, en France ou à l'étranger, en euros, en devises étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs devises, à titre gratuit ou onéreux, d'actions ordinaires de la Société ainsi que de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la Société, lesdites actions conférant les mêmes droits que les actions anciennes sous réserve de leur date de jouissance,

décide que les valeurs mobilières ainsi émises pourront consister en des titres de créances, être associées à l'émission de tels titres ou en permettre l'émission comme titres intermédiaires,

décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires sur les actions ordinaires ou valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation,

décide de laisser au conseil d'administration, si lors de l'utilisation de la présente délégation, les actions de la Société étaient admises aux négociations sur un marché réglementé, la faculté d'instituer au profit des actionnaires, sur tout ou partie des émissions, un droit de priorité pour les souscrire pendant le délai et selon les termes qu'il fixera conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du code de commerce, cette priorité ne donnant pas lieu à la création de droits négociables, mais pouvant être exercée tant à titre irréductible que réductible,

prend acte, en tant que de besoin, que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs des valeurs mobilières le cas échéant émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit,

décide de fixer à 918.726,20 euros (ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en une autre devise) le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente résolution, étant précisé que :

- le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation s'imputera sur le montant du plafond global prévu à la vingt-troisième résolution ci-après,
- à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi, et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières et autres droits donnant accès au capital,

décide de fixer à 20.000.000 euros (ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en une autre devise) le montant nominal maximum des titres de créances pouvant être émis en vertu de la présente délégation, étant précisé que :

- ce montant sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair,
- ce montant s'imputera sur le plafond global visé à la vingt-troisième résolution ci-après,
- ce plafond ne s'applique pas aux titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le conseil d'administration conformément à l'article L. 228-40 du code de commerce,

décide que, si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une telle émission, le conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, l'une ou l'autre des facultés suivantes :

- limiter l'émission au montant des souscriptions, sous la condition que celles-ci atteignent les trois-quarts au moins de l'émission initialement décidée,
- répartir librement tout ou partie des titres émis non souscrits entre les personnes de son choix, et
- offrir au public, sur le marché, français ou international, tout ou partie des titres émis non souscrits,

décide que le prix d'émission des actions et des valeurs mobilières, susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, sera fixé par le conseil d'administration selon les modalités suivantes :

- au titre de l'augmentation de capital à réaliser à l'occasion de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris, le prix de souscription d'une action nouvelle résultera de la confrontation de l'offre des actions et des demandes de souscription émises par les investisseurs dans le cadre de la technique dite de « construction du livre d'ordre »,
- postérieurement à l'admission aux négociations et la première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le prix d'émission des actions sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours cotés des trois derniers jours de bourse précédant sa fixation, telle que le cas échéant diminuée de la décote autorisée par la

législation (soit, actuellement, 5%) et corrigée en cas de différence de date de jouissance, étant précisé que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini ci-dessus,

précise que la délégation ainsi conférée au conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée,

décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation à l'effet notamment :

- d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, avec ou sans prime,
- de fixer les montants à émettre, la date de jouissance éventuellement rétroactive des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, leur mode de libération ainsi que, le cas échéant, les modalités d'exercice des droits à échange, conversion, remboursement ou attribution de toute autre manière de titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital,
- procéder à tous ajustements requis en application des dispositions légales ou réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société et
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois mois,

décide que le conseil d'administration pourra :

- à sa seule initiative et lorsqu'il l'estimera approprié, imputer les frais, droits et honoraires occasionnés par les augmentations de capital réalisées en vertu de la délégation visée dans la présente résolution, sur le montant des primes afférentes à ces opérations et prélever, sur le montant de ces primes, les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital, après chaque opération,
- prendre toute décision en vue de l'admission des titres et des valeurs mobilières ainsi émis aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris et, plus généralement,
- prendre toutes mesures, conclure tout engagement et effectuer toutes formalités utiles à la bonne fin de l'émission proposée, ainsi qu'à l'effet de rendre définitive l'augmentation de capital en résultant, et apporter aux statuts les modifications corrélatives.

Vingtième résolution

Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes,

conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-135-1 et suivants, L. 228-91 et L. 228-92 du code de commerce,

délègue au conseil d'administration sa compétence à l'effet d'augmenter le nombre d'actions ou de valeurs mobilières à émettre en cas de demande excédentaire de souscription dans le cadre d'augmentations de capital de la Société avec ou sans droit préférentiel de souscription décidée en vertu des quinzième à dix-huitième résolutions ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 et R. 225-118 du code de commerce (soit, à ce jour, dans les trente jours de la clôture de la souscription, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale et dans la limite de 15 % de l'émission initiale), lesdites actions conférant les mêmes droits que les actions anciennes sous réserve de leur date de jouissance,

précise que le montant nominal de toute augmentation de capital social décidée en vertu de la présente délégation dans le cadre d'augmentations de capital de la Société avec ou sans droit préférentiel de souscription décidées en vertu des quinzième à dix-huitième résolutions ci-dessus s'imputera sur le plafond global prévu à la vingt-troisième résolution ci-dessous, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions ou valeurs mobilières à émettre éventuellement en supplément, pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital et autres droits donnant accès au capital,

décide que la présente délégation est donnée au conseil d'administration pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée,

décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation à l'effet notamment :

- d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, avec ou sans prime,
- de fixer les montants à émettre, la date de jouissance éventuellement rétroactive des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, leur mode de libération ainsi que, le cas échéant, les modalités d'exercice des droits à échange, conversion, remboursement ou attribution de toute autre manière de titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital,
- procéder à tous ajustements requis en application des dispositions légales ou réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières et autres droits donnant accès au capital de la Société et
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois mois,

décide que le conseil d'administration pourra :

- à sa seule initiative et lorsqu'il l'estimera approprié, imputer les frais, droits et honoraires occasionnés par les augmentations de capital réalisées en vertu de la délégation visée dans la présente résolution, sur le montant des primes afférentes à ces opérations et prélever, sur le montant de ces primes, les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital, après chaque opération,
- prendre toute décision en vue de l'admission des titres et des valeurs mobilières ainsi émis aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext et, plus généralement,
- prendre toutes mesures, conclure tout engagement et effectuer toutes formalités utiles à la bonne fin de l'émission proposée, ainsi qu'à l'effet de rendre définitive l'augmentation de capital en résultant, et apporter aux statuts les modifications corrélatives.

4.6.2 Conseil d'administration de la Société du 22 janvier 2015 faisant usage de la délégation de compétence

En vertu de la délégation de compétence mentionnée au paragraphe 4.6.1 ci-dessus, le conseil d'administration de la Société lors de sa réunion du 22 janvier 2015, a :

- décidé le principe d'une augmentation de capital à réaliser en numéraire d'un montant nominal de 440 000 euros par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offre au public et sans délai de priorité, d'un maximum de 5 000 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune, ce nombre étant susceptible d'être porté à un nombre maximum de 5 750 000 actions nouvelles à provenir de la décision éventuelle par le conseil d'administration, le jour de la fixation des conditions définitives de l'Offre, d'accroître d'un maximum de 15% le nombre d'actions nouvelles par rapport au nombre initialement fixé en exerçant la Clause d'Extension (voir le paragraphe 5.2.5 de la Note d'Opération) ;
- fixé la fourchette indicative du prix d'émission des Actions Nouvelles entre 2,55 euros et 3,45 euros par action ; étant précisé que cette fourchette pourra être modifiée dans les conditions prévues au paragraphe 5.3.2.3 de la Note d'Opération ; et
- décidé du principe selon lequel le montant de l'augmentation de capital visée au premier alinéa pourra être augmenté de 15% maximum par l'émission d'un nombre maximum de 862 500 actions nouvelles supplémentaires au titre de l'Option de Surallocation consentie au Chef de File et Teneur de Livre (voir le paragraphe 5.2.6 de la Note d'Opération).

Les modalités définitives de ces augmentations de capital, parmi lesquelles, notamment, le nombre et le prix d'émission des Actions Nouvelles, seront arrêtées par le conseil d'administration de la Société lors d'une réunion qui devrait se tenir le 5 février 2015.

4.7 Date prévue du Règlement Livraison des Actions Nouvelles

La date prévue pour le règlement livraison des Actions Nouvelles est le 5 février 2015.

4.8 Restrictions à la libre négociabilité des actions nouvelles

Aucune clause statutaire ne limite la libre négociation des actions composant le capital de la Société.

4.9 Réglementation française en matière d'offres publiques

A compter de l'admission de ses actions aux négociations sur Euronext, la Société sera soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France relatives aux offres publiques obligatoires, aux offres publiques de retrait et au retrait obligatoire.

4.9.1 Offre publique obligatoire

L'article L. 433-3 du Code monétaire et financier et les articles 234-1 et suivants du Règlement général de l'AMF fixent les conditions de dépôt obligatoire d'un projet d'offre publique, libellé à des conditions telles qu'il puisse être déclaré conforme par l'AMF, visant la totalité des titres de capital et des titres donnant accès au capital ou aux droits de vote d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé.

4.9.2 Offre publique de retrait et retrait obligatoire

L'article L. 433-4 du Code monétaire et financier et les articles 236-1 et suivants (offre publique de retrait), 237-1 et suivants (retrait obligatoire à l'issue d'une offre publique de retrait) et 237-14 et suivants (retrait obligatoire à l'issue de toute offre publique) du Règlement général de l'AMF prévoient les conditions de dépôt d'une offre publique de retrait et de mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire des actionnaires minoritaires d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé.

4.10 Offres publiques d'acquisition lancées par des tiers sur le capital de l'Emetteur durant le dernier exercice et l'exercice en cours

Aucun titre de la Société n'étant admis aux négociations sur un marché réglementé à la date du visa de l'AMF sur le Prospectus, aucune offre publique d'achat émanant de tiers n'a été lancée sur le capital de la Société durant le dernier exercice et l'exercice en cours.

4.11 Régime spécial applicable aux Plans d'épargne en actions (« PEA »)

Sous certaines conditions, le PEA ouvre droit :

- pendant la durée du PEA, à une exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux à raison des plus-values nettes générées par les placements effectués dans le cadre du PEA, à condition notamment que ces plus-values soient maintenues dans le PEA, et
- au moment de la clôture du PEA (si elle intervient plus de cinq ans après la date d'ouverture du PEA) ou lors d'un retrait partiel (s'il intervient plus de huit ans après la date d'ouverture du PEA), à une exonération d'impôt sur le revenu à raison du gain net réalisé depuis l'ouverture du plan. Cependant, ces plus-values restent soumises au prélèvement social, aux contributions additionnelles à ce prélèvement, à la CSG et à la CRDS au taux global de 15,5%.

Les moins-values réalisées sur des actions détenues dans le cadre du PEA ne sont en principe imputables que sur des plus-values réalisées dans le même cadre (des règles spécifiques s'appliquent toutefois à certains cas de clôture du PEA). Les investisseurs sont invités à se rapprocher de leur conseil fiscal sur cette question.

A défaut de respecter les conditions de l'exonération, les plus-values de cession réalisées sur les placements effectués dans le cadre d'un PEA sont imposables (i) lorsque la cession intervient dans les deux ans de son ouverture, au taux de 22,5% (article 200 A du Code général des impôts), (ii) lorsque la cession intervient entre deux et cinq ans à compter de l'ouverture du PEA, au taux de 19%, auxquels s'ajoutent, en toute hypothèse, les prélèvements sociaux décrits ci-dessus au taux global de 15,5%.

Le plafond des versements dans un PEA est de 150.000 euros (300.000 euros pour un couple).

Il est à noter que la loi de finances pour 2014 a créé une nouvelle catégorie de PEA dite « PME-ETI », qui bénéficie des mêmes avantages fiscaux que le PEA.

Les titres éligibles doivent notamment avoir été émis par une entreprise qui, d'une part, occupe moins de 5.000 personnes et qui, d'autre part, a un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1.500 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2.000 millions d'euros. Un décret d'application (n°2014-283) précisant ces conditions a été publié le 5 mars 2014.

Le plafond des versements est fixé à 75.000 euros (150.000 euros pour un couple). Le PEA « PME-ETI » est cumulable avec un PEA de droit commun, et chaque contribuable ne peut être titulaire que d'un PEA « PME-ETI ».

Pour les actionnaires qui sont des résidents fiscaux français, les actions de la Société constituent des actifs éligibles aux PEA et aux PEA « PME-ETI ».

L'attention des actionnaires potentiels est attirée sur le fait que ces règles sont susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires, assorties le cas échéant d'un effet rétroactif, ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française.

4.12 Retenue à la source sur les dividendes versés à des non-résidents fiscaux français

Les informations contenues dans la présente section résument les conséquences fiscales françaises susceptibles de s'appliquer, en l'état actuel de la législation française et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales, aux investisseurs qui ne sont pas résidents de France et qui recevront des dividendes à raison des actions de la Société qu'ils détiendront autrement que par l'intermédiaire d'une base fixe ou d'un établissement stable en France.

Ceux-ci doivent néanmoins s'informer, auprès de leur conseiller fiscal habituel de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier. Les non-résidents fiscaux français doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence.

Les dividendes distribués par la Société font, en principe, l'objet d'une retenue à la source, prélevée par l'établissement payeur des dividendes, lorsque le domicile fiscal ou le siège social du bénéficiaire personne physique effectif est situé hors de France. Sous réserve de ce qui est dit ci-après, le taux de cette retenue à la source est fixé à (i) 21 % lorsque le bénéficiaire est une personne physique domiciliée dans un État membre de l'Union européenne ou dans un État partie à l'accord sur l'espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et à (ii) 30 % dans les autres cas.

La retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, en vertu notamment (i) de l'article 119 ter du CGI applicable sous certaines conditions aux actionnaires personnes morales ayant leur siège de direction effective dans un Etat de l'Union européenne telles qu'interprétées par le Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts BOI-RPPM-RCM-30-30-20-10-20140725, (ii) de la doctrine administrative dans les cas et sous les conditions prévues par le Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts BOI-RPPM-RCM-30-30-20-40-20140725 qui concerne les sociétés ou autres organismes qui remplissent les conditions auxquelles est subordonnée l'application du régime des sociétés mères et filiales prévu aux articles 145 et 216 du CGI et qui ont leur siège de direction effective soit dans un État membre de l'Union européenne ou en Islande, en Norvège ou au Liechtenstein et qui ne peuvent imputer la retenue à la source française dans leur Etat de résidence, (iii) des conventions fiscales internationales applicables le cas échéant, ou (iv) de règles spécifiques applicables en faveur des organismes de placement collectif en valeurs mobilières établis dans un autre Etat membre de l'Union Européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant transposé dans sa législation la directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009 et des fonds d'investissement alternatifs établis dans un autre Etat membre de l'Union Européenne, constitués sur le fondement d'un droit étranger et qui satisfont à certaines conditions décrites dans le Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts BOI-RPPM-RCM-30-30-20-70-20130812. Les investisseurs concernés sont invités à consulter leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer l'application de ces dispositions à leur cas particulier.

La retenue à la source est liquidée sur le montant brut des revenus mis en paiement. Elle peut être réduite, voire supprimée, en application, des conventions fiscales internationales conclues par la France et l'Etat de résidence du bénéficiaire. Les actionnaires sont invités à se renseigner sur les modalités pratiques d'application des conventions fiscales internationales, telles que notamment prévues par la doctrine administrative figurant dans le bulletin officiel des finances publiques du 12 septembre 2012 (BOI-INT-DG-20-20-20-20-20120912) relative aux procédures dites « normale » ou « simplifiée » de réduction ou d'exonération de la retenue à la source.

Par ailleurs, les dividendes distribués par la Société feront l'objet d'une retenue à la source au taux de 75 %, quel que soit le domicile fiscal ou le siège social de l'actionnaire (sous réserve, le cas échéant, des dispositions plus favorables des conventions internationales) s'ils sont payés ou réputés payés hors de France dans un État ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts. La liste des États et territoires non coopératifs est publiée par arrêté interministériel et mise à jour annuellement.

Il appartiendra aux actionnaires concernés de se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer notamment s'ils sont susceptibles de se voir appliquer la législation relative aux États et territoires non coopératifs et/ou de bénéficier d'une réduction ou d'une exonération de la retenue à la source.

L'attention des actionnaires potentiels est attirée sur le fait que ces règles sont susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires, assorties le cas échéant d'un effet rétroactif, ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française.

5 CONDITIONS DE L'OFFRE

5.1 Conditions, statistiques de l'Offre, calendrier prévisionnel et modalités d'une demande de souscription

5.1.1 Conditions de l'Offre

L'Offre (telle que définie ci-dessous) s'effectuera par la mise sur le marché d'un nombre de 5 000 000 actions nouvelles, pouvant être porté à un nombre maximum de 5 750 000 actions en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension par l'émission de 750 000 actions nouvelles complémentaires et à un nombre maximum de 6 612 500 actions en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation par l'émission de 862 500 Actions Nouvelles Supplémentaires.

Préalablement à la première cotation, il est prévu que la diffusion des Actions Offertes dans le public se réalise dans le cadre d'une offre globale (l'« **Offre** ») comprenant :

- une offre au public en France réalisée sous forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« **Offre à Prix Ouvert** » ou l'« **OPO** ») ;
- un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « **Placement Global** »), comportant :
 - un placement en France
 - et un placement privé international dans certains pays, à l'exclusion, notamment, des Etats-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie.

La diffusion des actions dans le public en France aura lieu conformément aux dispositions des articles P 1.2.1 et suivants du Livre II des Règles de marché d'Euronext relatif aux règles particulières applicables aux marchés réglementés français. La répartition des Actions Offertes entre le Placement Global, d'une part, et l'OPO, d'autre part, sera effectuée en fonction de la nature et de l'importance de la demande en se conformant aux principes édictés par l'article 315-35 du Règlement Général de l'AMF.

A titre purement indicatif, si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10% du nombre des Actions Nouvelles (telle que définie au paragraphe 5.2.6 de la Note d'Opération). Si la demande dans le cadre de l'OPO est inférieure à 10 % des Actions Nouvelles, le solde des Actions Nouvelles non alloué dans le cadre de l'OPO sera offert dans le cadre du Placement Global.

Le nombre définitif d'Actions Nouvelles offertes respectivement dans le cadre du Placement Global et de l'OPO fera l'objet d'un avis publié par Euronext.

L'émission ne fait ni l'objet d'une garantie de bonne fin ni d'une garantie de placement.

Dans le cas où l'émission ne serait pas entièrement souscrite, le Conseil d'Administration pourrait limiter l'émission au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'augmentation décidée à savoir 3 750 000 titres.

En fonction de l'importance de la demande exprimée dans le cadre de l'Offre, le nombre initial d'actions nouvelles pourra être augmenté de 15%, soit un maximum de 750 000 actions (la « **Clause d'Extension** »). L'exercice éventuel de la Clause d'Extension sera décidé par le conseil d'administration qui fixera les modalités définitives de l'Offre, soit à titre indicatif le 5 février 2015.

La Société consentira au Chef de File et Teneur de Livre (tel que ce terme est défini au paragraphe 5.4.1 de la Note d'Opération), une **Option de Surallocation** (ce terme est défini au paragraphe 5.2.6 de la Note d'Opération) permettant la souscription d'un nombre d'Actions Nouvelles Supplémentaires représentant un maximum de 15 % du nombre d'Actions Nouvelles, soit un maximum de 862 500 actions en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension. L'Option de Surallocation sera exerçable par le Chef de File et Teneur de Livre du 5 février au 6 mars 2015.

5.1.2 Montant de l'Offre

La diffusion des actions de la Société dans le cadre de l'Offre préalablement à leur inscription à la cotation s'effectuera par la Société, dans les proportions décrites ci-dessus. Le montant de l'Offre fera l'objet d'un communiqué de la Société qui sera publié le 5 février 2015.

Sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette du Prix de l'Offre, soit 3,00 € euros (voir paragraphe 5.3.1 « Méthode de fixation du prix » de la Note d'Opération), le montant brut de l'Offre est de 15 000 k€, susceptible d'être à 17 250 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et 19 838 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.

5.1.3 Période et procédure de souscription

5.1.3.1 Période de souscription

La souscription des Actions Nouvelles sera ouverte du 23 janvier 2015 au 4 février 2015 inclus.

Le calendrier ci-dessous et les dates figurant par ailleurs dans le Prospectus pourront faire l'objet de modifications ultérieures.

jeudi 22 janvier 2015	Visa de l'Autorité des marchés financiers sur le Prospectus
vendredi 23 janvier 2015	Diffusion d'un communiqué de presse décrivant les principales caractéristiques de l'Offre Diffusion par Euronext de l'avis relatif à l'ouverture de l'OPO Ouverture de l'OPO et du Placement Global
lundi 26 janvier 2015	Réunion SFAF
mercredi 4 février 2015	Clôture de l'OPO et du Placement Global*
jeudi 5 février 2015	Centralisation de l'OPO Fixation du Prix de l'Offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension Publication par Euronext de l'avis de résultat de l'Offre Diffusion du communiqué de presse indiquant le Prix de l'Offre, le nombre définitif d'Actions Nouvelles et le résultat de l'Offre 1ère cotation des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris Début de la période de stabilisation éventuelle
lundi 9 février 2015	Règlement-livraison des actions dans le cadre de l'OPO et du Placement Global
mardi 10 février 2015	Début des négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris
vendredi 6 mars 2015	Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation par le Chef de File et Teneur de Livre Fin de la période de stabilisation éventuelle

* sauf clôture anticipée

Ainsi, en cas de report de l'OPO et/ou de modification des modalités de l'Offre, les nouvelles modalités (y compris le nouveau calendrier, avec la nouvelle date de clôture de l'OPO, et la nouvelle date de règlement-livraison) seront portées à la connaissance du public au moyen d'un avis diffusé par Euronext et d'un communiqué de presse.

5.1.3.2 Caractéristiques principales de l'Offre à Prix Ouvert

Durée de l'OPO

L'OPO débutera le 23 janvier 2015 et prendra fin le 4 février 2015 à 18 heures (heure de Paris) pour les achats aux guichets et pour les achats par Internet. La date de clôture de l'OPO pourrait être modifiée (voir le paragraphe 5.3.2 de la Note d'Opération).

Nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO

A titre purement indicatif, si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10% du nombre des Actions Nouvelles (telle que définie au paragraphe 5.2.6 de la Note d'Opération). Si la demande dans le cadre de l'OPO est inférieure à 10 % des Actions Nouvelles, le solde des Actions Nouvelles non alloué dans le cadre de l'OPO sera offert dans le cadre du Placement Global.

Le nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO pourra être augmenté ou diminué conformément aux modalités détaillées au paragraphe 5.1.1 de la Note d'Opération

Personnes habilitées, réception et transmission des ordres de souscription et d'achat

Les personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre de l'OPO sont les personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des États partie à l'accord et au protocole de l'Espace Économique Européen (États membres de l'Union européenne, Islande, Norvège et Liechtenstein, ci-après les « États appartenant à l'EEE »), les fonds communs de placement ou les personnes morales françaises ou ressortissantes de l'un des États appartenant à l'EEE qui ne sont pas, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sous contrôle d'entités ou de personnes ressortissantes d'États autres que les États appartenant à l'EEE, ainsi que les associations et clubs d'investissement domiciliés en France ou dans des États appartenant à l'EEE et dont les membres sont ressortissants français ou de l'un des États appartenant à l'EEE, sous réserve des stipulations figurant au paragraphe 5.2.1 de la Note d'Opération. Les autres personnes devront s'informer sur les restrictions locales de placement comme indiqué au paragraphe 5.2.1 de la Note d'Opération.

Les personnes physiques, les personnes morales et les fonds communs de placement ne disposant pas en France de comptes permettant l'acquisition d'actions dans le cadre de l'OPO devront à cette fin ouvrir un tel compte chez un intermédiaire habilité lors de la passation de leurs ordres.

L'ordre de souscription devra être signé par le donneur d'ordres ou son représentant ou, en cas de gestion sous mandat, son mandataire. Dans ce dernier cas, le gestionnaire devra :

- soit disposer d'un mandat prévoyant des stipulations spécifiques aux termes desquelles son client s'est engagé, dans le cadre d'opérations où chaque investisseur n'est autorisé à passer qu'un seul ordre d'achat, à ne pas passer d'ordres d'achat sans avoir demandé et obtenu une confirmation écrite du gestionnaire qu'il n'a pas passé un ordre d'achat portant sur les mêmes titres dans le cadre du mandat de gestion ;
- soit mettre en place toute autre mesure raisonnable visant à prévenir les ordres d'achat multiples (par exemple, information du client par le gestionnaire qu'il a passé un ordre d'achat pour son compte et qu'en conséquence, le client ne peut passer directement un ordre d'achat de même nature sans l'avoir informé par écrit, avant la clôture de l'opération, de sa décision afin que le gestionnaire puisse annuler l'ordre d'achat correspondant).

Catégories d'ordres susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO

Les personnes désirant participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 4 février 2015 à 18 heures (heure de Paris) pour les achats aux guichets et pour les achats par Internet, si cette possibilité leur est donnée par leur intermédiaire financier, sauf clôture anticipée ou prorogation.

En application de l'article P 1.2.16 du livre II des règles de marché d'Euronext relatif aux règles particulières applicables aux marchés réglementés français, les ordres seront décomposés en fonction du nombre de titres demandés :

- entre 1 et 400 actions incluses, fractions d'ordres A1,
- au-delà de 400 actions, fractions d'ordres A2.

L'avis de résultat de l'OPO qui sera publié par Euronext indiquera les réductions éventuelles appliquées aux ordres, étant précisé que les fractions d'ordres A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordres A2 dans le cas où tous les ordres ne pourraient pas être entièrement satisfaits.

Il est par ailleurs précisé que :

- chaque ordre doit porter sur un nombre minimum de 1 action ;
- un même donneur d'ordre ne pourra émettre qu'un seul ordre; cet ordre ne pourra être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire financier ;
- chaque membre d'un foyer fiscal pourra transmettre un ordre. L'ordre d'un mineur sera formulé par son représentant légal ; chacun de ces ordres bénéficiera des avantages qui lui sont normalement attachés ; en cas de réduction, celle-ci s'appliquera séparément aux ordres de chacun desdits membres du foyer fiscal ;
- aucun ordre ne pourra porter sur un nombre d'actions représentant plus de 20 % du nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO ;
- les ordres pourront être servis avec réduction, suivant les modalités définies ci-dessous ;
- au cas où l'application du ou des taux de réduction n'aboutirait pas à l'attribution d'un nombre entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier inférieur ;
- les ordres seront exprimés en nombre d'actions sans indication de prix et seront réputés stipulés au Prix de l'Offre ; et
- les ordres seront, même en cas de réduction, irrévocables, sous réserve des indications mentionnées au paragraphe 5.3.2 de la Note d'Opération.

Les intermédiaires financiers habilités en France transmettront à Euronext les ordres, selon le calendrier et les modalités précisés dans l'avis de l'ouverture de l'OPO qui sera publié par Euronext.

Il est rappelé que les ordres seraient nuls si le communiqué de presse de la Société indiquant les modalités définitives du Placement Global et de l'OPO n'était pas publié.

Réduction des ordres

Les fractions d'ordres A1 sont prioritaires par rapport aux fractions d'ordres A2 ; un taux de réduction pouvant aller jusqu'à 100% peut être appliqué aux fractions d'ordres A2 pour servir les fractions d'ordres A1.

Les réductions seront effectuées de manière proportionnelle au sein de chaque catégorie d'ordre.

Dans le cas où l'application des modalités de réduction aboutirait à un nombre non entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier immédiatement inférieur.

Révocation des ordres

Les ordres d'achat reçus dans le cadre de l'OPO sont irrévocables même en cas de réduction, sous réserve des dispositions applicables en cas de modification du calendrier, de fixation d'une nouvelle fourchette de prix ou en cas de fixation du prix au-dessus de la fourchette de prix visée ci-dessous ou en cas de modification du nombre d'Actions Nouvelles (voir le paragraphe 5.3.2 de la Note d'Opération).

Résultat de l'OPO, réduction et modalités d'allocation

Le résultat de l'OPO fera l'objet d'un avis d'Euronext et d'un communiqué de presse diffusé par la Société prévus le 5 février 2015, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

Cet avis précisera les taux de réduction éventuellement appliqués aux ordres.

5.1.3.3 Caractéristiques principales du Placement Global

Durée du Placement Global

Le Placement Global débutera le 23 janvier 2015 et prendra fin le 4 février 2015 à 18 heures (heure de Paris). En cas de prorogation de la date de clôture de l'OPO (voir le paragraphe 5.3.2 de la Note d'Opération), la date de clôture du Placement Global pourra être prorogée corrélativement.

Le Placement Global pourra être clos par anticipation sans préavis (voir le paragraphe 5.3.2 de la Note d'Opération).

Personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre du Placement Global

Le Placement Global sera effectué principalement auprès d'investisseurs institutionnels, en France et hors de France (à l'exclusion notamment des Etats-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie).

Ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Les ordres seront exprimés en nombre d'actions ou en montant demandés. Ils pourront comprendre des conditions relatives au prix.

Réception et transmission des ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par le Teneur de Livre au plus tard le 4 février à 18 heures (heure de Paris) sauf clôture anticipée.

Seuls les ordres à un prix exprimé en euros, supérieur ou égal au Prix de l'Offre, qui sera fixé dans le cadre du Placement Global dans les conditions indiquées à la section 5.3.1 de la Note d'Opération, seront pris en considération dans la procédure d'allocation.

Réduction des ordres

Les ordres émis dans le cadre du Placement Global pourront faire l'objet d'une réduction totale ou partielle.

Révocation des ordres

Tout ordre émis dans le cadre du Placement Global pourra être révoqué auprès du Chef de File Teneur de Livre ayant reçu l'ordre et ce jusqu'au 4 février 2015 à 18 heures (heure de Paris).

Résultat du Placement Global

Le résultat du Placement Global fera l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis d'Euronext dont la diffusion est prévue le 5 février 2015, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

5.1.4 Révocation ou suspension de l'Offre

L'Offre sera réalisée sous réserve de l'émission du certificat du dépositaire des fonds constatant la souscription des Actions Nouvelles. L'Offre pourra être annulée par la Société à la date de règlement-livraison si le certificat du dépositaire des fonds n'était pas émis.

En cas de non émission du certificat du dépositaire, cette information fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext. Dans ce cas, les Actions Offertes ne seront pas admises aux négociations sur Euronext. Conformément à la section 6801/2 des règles harmonisées d'Euronext, Euronext ne peut être tenu responsable pour toute perte subie par toute personne qui résulterait du retrait de l'Offre par la Société ou de l'annulation consécutive des transactions.

Si le montant des souscriptions n'atteint pas un minimum de 75% du nombre d'Actions Nouvelles offertes, soit la souscription d'un minimum de 3 750 000 Actions Nouvelles (représentant un montant de 11 250 k€ sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative de Prix de l'Offre, soit 3,00 €), l'Offre serait annulée et les ordres de souscription seraient caducs.

5.1.5 Réduction des ordres

Voir les paragraphes 5.1.3.2 et 5.1.3.3 de la Note d'Opération pour une description de la réduction des ordres émis dans le cadre de l'Offre.

5.1.6 Montant minimum et/ou maximum des demandes de souscription

Voir le paragraphe 5.1.3.2 de la Note d'Opération pour une description des montants minimum et maximum des ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert.

Il n'y a pas de montant minimum et maximum pour les ordres émis dans le cadre du Placement Global.

5.1.7 Révocation des demandes de souscription

Voir les paragraphes 5.1.3.2 et 5.1.3.3 de la Note d'Opération pour une description de la révocation des ordres émis dans le cadre de l'Offre.

5.1.8 Versement des fonds et modalités de délivrance des actions

Le prix des Actions Nouvelles souscrites dans le cadre de l'Offre devra être versé comptant par les donneurs d'ordre au plus tard à la date prévue pour le règlement-livraison de l'Offre, soit, selon le calendrier indicatif, le 9 février 2015.

Les actions seront enregistrées au compte des donneurs d'ordres dès que possible à compter de la publication de l'avis de résultat de l'Offre par Euronext soit, selon le calendrier indicatif, à partir du 5 février 2015 et au plus tard à la date de règlement livraison soit, selon le calendrier indicatif, le 9 février 2015.

Le règlement des fonds et la livraison des Actions Nouvelles Supplémentaires à la suite de l'exercice de l'Option de Surallocation sont prévus au plus tard le deuxième jours ouvrés suivant la date d'exercice de l'Option de Surallocation.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés auprès de Parel affilié (528) qui sera chargée d'établir le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital.

5.1.9 Publication des résultats de l'Offre

Le résultat et les modalités définitives de l'Offre feront l'objet d'un avis d'Euronext et d'un communiqué de la Société dont la diffusion est prévu, selon le calendrier indicatif, le 5 février 2015, sauf clôture anticipée (étant précisé toutefois que la durée de l'OPO ne pourra être inférieure à trois jours de bourse - voir paragraphe 5.3.2 de la Note d'Opération) auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

5.1.10 Droits préférentiels de souscription (procédure d'exercice - négociabilité)

L'augmentation de capital réalisée dans le cadre de l'Offre sera réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription.

5.2 Plan de distribution et allocation des valeurs mobilières

5.2.1 Catégorie d'investisseurs potentiels - Pays dans lesquels l'offre sera ouverte - Restrictions applicables à l'offre

5.2.1.1 Catégorie d'investisseurs potentiels et pays dans lesquels l'Offre sera ouverte

L'Offre comprend :

- un Placement Global principalement destiné aux investisseurs institutionnels, comportant :
 - un placement en France, et
 - un placement privé international dans certains pays, à l'exclusion, notamment, des Etats-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie ; et
- une offre au public en France réalisée sous forme d'une Offre à Prix Ouvert, principalement destinée aux personnes physiques.

Restrictions applicables à l'Offre

La diffusion du Document de Base, de la Note d'Opération, du résumé du Prospectus ou de tout autre document ou information relatifs aux opérations prévues par la Note d'Opération ou l'offre ou la vente ou la souscription des actions de la Société peuvent, dans certains pays, y compris les États-Unis d'Amérique, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les

personnes en possession des documents susvisés doivent s'informer des éventuelles restrictions découlant de la réglementation locale et s'y conformer. Les intermédiaires habilités ne pourront accepter aucun ordre émanant de clients ayant une adresse située dans un pays ayant instauré de telles restrictions et les ordres correspondants seront réputés être nuls et non avenus. Toute personne (y compris les *trustees* et les *nominees*) recevant le Document de Base, la Note d'Opération, le Prospectus, son résumé ou tout autre document ou information relatifs à l'Offre, ne doit le distribuer ou le faire parvenir dans de tels pays qu'en conformité avec les lois et réglementations qui y sont applicables. Toute personne qui, pour quelque cause que ce soit, transmettrait ou permettrait la transmission des documents susvisés dans de tels pays, doit attirer l'attention du destinataire sur les stipulations de la présente section.

La Note d'Opération, le Document de Base, le Prospectus, son résumé et les autres documents relatifs aux opérations prévues par la Note d'Opération ne constituent pas une offre de vente ou une sollicitation d'une offre de souscription de valeurs mobilières dans tout pays dans lequel une telle offre ou sollicitation serait illégale. La Note d'Opération, le Document de Base et le Prospectus n'ont fait l'objet d'aucun enregistrement ou visa en dehors de la France.

Le Chef de File et Teneur de Livre n'offrira les actions à la vente qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans les pays où il fera cette offre de vente.

Restrictions concernant les États-Unis d'Amérique

Les actions de la Société n'ont pas été et ne seront enregistrées en application du U.S. Securities Act de 1933 (le « **Securities Act** »), ni auprès d'aucune autorité de régulation boursière dépendant d'un État américain. En conséquence, les actions de la Société ne peuvent être ni offertes ni vendues ou autrement cédées ou transférées de quelque manière que ce soit aux États-Unis d'Amérique, ou pour le compte ou au profit de *U.S. persons* (tel que ce terme est défini dans le Securities Act) sauf après enregistrement ou dans le cadre d'opérations bénéficiant d'une exemption à l'enregistrement prévue par le Securities Act. Le Document de Base, la Note d'Opération, le Prospectus, son résumé, et tout autre document établi dans le cadre de l'Offre ne doivent pas être distribués aux États-Unis d'Amérique.

Restrictions concernant les États de l'Espace Économique Européen (autres que la France)

S'agissant des États membres de l'Espace Économique Européen, autres que la France, ayant transposé la Directive Prospectus (un « **État Membre** »), aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des actions de la Société rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un ou l'autre de ces États Membres. Par conséquent, les actions de la Société peuvent être offertes dans ces États uniquement :

- (a) à des investisseurs qualifiés, tels que définis dans la Directive Prospectus, conformément à l'article 3.2(a) de la Directive Prospectus ;
- (b) à moins de 100, ou si l'État Membre concerné a transposé la disposition concernée de la Directive Prospectus Modificative, 150, personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans la Directive Prospectus) par Etat Membre, ou
- (c) dans des circonstances entrant dans le champ d'application de l'article 3(2) de la Directive Prospectus.

Pour les besoins du présent paragraphe, (i) l'expression « **offre au public des actions** » dans un Etat membre donné signifie toute communication adressée à des personnes, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, et présentant une information suffisante sur les conditions de l'offre et sur les valeurs mobilières objet de l'offre, pour permettre à un investisseur de décider d'acheter ou de souscrire ces valeurs mobilières, telle que cette définition a été, le cas échéant, modifiée dans l'État Membre considéré, (ii) l'expression « **Directive Prospectus** » signifie la Directive 2003/71/CE du 4 novembre 2003, telle que transposée dans l'État Membre (telle que modifiée, y compris par la Directive Prospectus Modificative dès lors que celle-ci aura été transposée par chaque Etat Membre) et (iii) l'expression « **Directive Prospectus Modificative** » signifie la Directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010.

Ces restrictions de vente concernant les États membres s'ajoutent à toute autre restriction de vente applicable dans les États membres ayant transposé la Directive Prospectus.

Restrictions concernant le Royaume-Uni

Le Prospectus est distribué et destiné uniquement aux personnes qui (i) sont situées en dehors du Royaume-Uni, (ii) sont des « *investment professionals* » (à savoir des personnes ayant une expérience professionnelle en matière d'investissement) selon l'article 19(5) du Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) (le « **FSMA** ») Order 2005 (l'« **Ordre** »), (iii) sont des « *high net worth entities* » ou toute autre personne entrant dans le champ d'application de l'article 49(2) (a) à (d) de l'Ordre (« *high net worth companies* », « *unincorporated associations* », etc.) ou (iv) sont des personnes auxquelles une invitation ou une incitation à s'engager dans une activité d'investissement (au sens de l'article 21 du FSMA) peut être légalement communiquée ou transmise (ci-après dénommées ensemble les « **Personnes Qualifiées** »). Toute invitation, offre ou accord de souscription des actions de la Société ne pourront être proposés ou conclus qu'avec des Personnes Qualifiées. Les actions de la Société visées dans le Prospectus ne pourront être offertes ou émises au profit de personnes situées au Royaume-Uni autres que des Personnes Qualifiées. Toute personne autre qu'une Personne Qualifiée ne devra pas agir ou se fonder sur le Prospectus ou l'une quelconque de ses dispositions. Les personnes en charge de la diffusion du Prospectus doivent se conformer aux conditions légales de la diffusion du Prospectus.

Restrictions concernant le Canada, l'Australie et le Japon

Les Actions Offertes, ne pourront être offertes ou vendues au Canada, en Australie ou au Japon.

5.2.2 Intentions de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance

Les FCPI Objectif Innovation Patrimoine n°6 et IdInvest Patrimoine n°3, deux fonds d'investissement gérés par la société de gestion IdInvest Partners, se sont engagées à placer des ordres de souscription pour un montant total de 1 998 k€ soit 13,3% du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 3,00 euros). Ces ordres ont vocation à être servis intégralement, si la demande le permet.

Le FCPR Kurma Biofund I, un fond d'investissement géré par la société de gestion Kurma Life Science Partner, s'est engagé à placer un ordre de souscription pour un montant de 1 072 k€, soit 7,1% du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 3,00 euros). Cet ordre a vocation à être servi intégralement, si la demande le permet.

La société TLP European Investment LLC s'est engagée à placer un ordre de souscription pour un montant de 2 340 k€, soit 15,6% du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 3,00 euros). Cet ordre a vocation à être servi intégralement, si la demande le permet.

Monsieur Fred Goad s'est engagé à placer un ordre de souscription pour un montant de 25,9 k€, soit 0,2% du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 3,00 euros). Cet ordre a vocation à être servi intégralement, si la demande le permet.

A la connaissance de la Société, aucune autre personne n'a l'intention de passer un ordre de souscription de plus de 5%.

5.2.3 Information pré-allocation

Ces informations figurent aux paragraphes 5.1.1 et 5.1.3.2 de la Note d'Opération.

5.2.4 Notification aux souscripteurs

Dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par leur intermédiaire financier.

Dans le cadre du Placement Global, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par le Chef de File et Teneur de Livre.

Le résultat de l'Offre fera l'objet d'un avis d'Euronext le 5 février 2015 et d'un communiqué de la Société qui préciseront les réductions éventuellement appliquées aux ordres émis.

5.2.5 Clause d'extension

En fonction de la demande, la Société pourra, en accord avec le Chef de File et Teneur de Livre, décider d'augmenter le nombre d'actions nouvelles initialement offertes d'un maximum de 15 %, soit un maximum de 750 000 actions nouvelles complémentaires,

La décision d'exercer la Clause d'Extension sera prise au moment de la fixation du Prix de l'Offre par le conseil d'administration, prévue le 5 février 2015 et sera mentionnée dans le communiqué de la Société et l'avis Euronext annonçant le résultat de l'Offre.

5.2.6 Option de surallocation

Afin de couvrir d'éventuelles surallocations, la Société consentira à Invest Securities, une option de surallocation permettant de souscrire un nombre maximum de 862 500 Actions Nouvelles Supplémentaires, dans la limite globale de 15 % des Actions Nouvelles après exercice éventuel de la Clause d'Extension (l'« **Option de Surallocation** »).

Cette Option de Surallocation pourra être exercée, en tout ou partie, au prix de l'Offre, en une seule fois à tout moment par Invest Securities, pendant une période de 30 jours calendaires à compter du jour de la fixation du prix de l'Offre soit, selon le calendrier indicatif, jusqu'au 6 mars 2015 (inclus). Le contrat de liquidité sera suspendu pendant toute cette période en application de la pratique de marché du 24 mars 2011.

L'utilisation de l'Option de Surallocation permet également de faciliter les opérations de stabilisation ayant pour objectif de stabiliser ou de soutenir le prix des actions de la Société sur Euronext.

En cas d'exercice de l'Option de Surallocation, l'information relative à cet exercice et au nombre d'Actions Nouvelles Supplémentaires à émettre serait portée à la connaissance du public au moyen d'un communiqué diffusé par la Société.

5.3 Prix de souscription

5.3.1 Modalités de fixation du prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement

5.3.1.1 Prix des Actions Offertes

Le prix des actions dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert sera égal au prix des actions dans le cadre du Placement Global (le « **Prix de l'Offre** »).

Le Prix de l'Offre résultera de la confrontation de l'offre des actions dans le cadre du Placement Global et des demandes de souscription émises par les investisseurs selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels.

Cette confrontation sera effectuée, notamment, sur la base des critères de marché suivants :

- capacité des investisseurs retenus à assurer un développement ordonné du marché secondaire,
- ordre d'arrivée des demandes des investisseurs,
- quantité demandée, et
- sensibilité au prix des demandes exprimées par ces investisseurs.

Le Prix de l'Offre pourrait se situer dans une fourchette indicative comprise entre 2,55 € et 3,45 € par action.

Cette fourchette pourra être modifiée à tout moment jusqu'au (et y compris le) jour prévu pour la fixation du prix de l'Offre dans les conditions prévues au paragraphe 5.3.2 « Procédure de publication du prix de l'Offre et modifications des paramètres de l'Offre » de la Note d'Opération. Cette information est donnée à titre purement indicatif ne préjuge en aucun cas du Prix de l'Offre qui pourra être fixé en dehors de cette fourchette dans les conditions précisées au paragraphe 5.3.2 « Procédure de publication du prix de l'Offre et modifications des paramètres de l'Offre » de la Note d'Opération.

5.3.2 Publication du Prix de l'Offre

5.3.2.1 Date de fixation du prix de l'Offre – Modification éventuelle du calendrier

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé le 5 février 2015, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettaient pas de fixer le prix de l'Offre dans des conditions satisfaisantes, ou avancée en cas d'avancement de la clôture de l'Offre (voir le paragraphe 5.3.2.4 de la Note d'Opération).

5.3.2.2 Publication du Prix de l'Offre et du nombre d'Actions Nouvelles

Le Prix de l'Offre et le nombre définitif d'Actions Nouvelles seront portés à la connaissance du public par un communiqué de presse diffusé par la Société et par un avis diffusé par Euronext le 5 février 2015 selon le calendrier indicatif, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le jour de la fixation du Prix de l'Offre.

5.3.2.3 Modification de la fourchette, fixation du prix de l'Offre en dehors de la fourchette et modification du nombre d'Actions Nouvelles

Modifications donnant lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO

En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette de prix ou en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette de prix (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la procédure suivante s'appliquera :

- Publication des modifications : les nouvelles modalités de l'Offre seront portées à la connaissance du public au moyen d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext. Le communiqué de presse de la Société et l'avis de Euronext susvisés indiqueront la nouvelle fourchette de prix, et le cas échéant, le nouveau calendrier, avec la nouvelle date de clôture de l'OPO, la nouvelle date prévue pour la fixation du Prix de l'Offre et la nouvelle date de règlement-livraison.
- Date de clôture de l'OPO : la date de clôture de l'OPO sera fixée de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de diffusion du communiqué susvisé et la nouvelle date de clôture de l'OPO.

- Révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO : les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion du communiqué susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse. De nouveaux ordres irrévocables pourront être émis jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse (ces ordres pourront toutefois être expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse en cas de nouveau report de la date de fixation du Prix de l'Offre et/ou de nouvelle modification des modalités de l'Offre).

Modifications ne donnant pas lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO

Le Prix de l'Offre pourrait être librement fixé en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou la fourchette pourrait être modifiée librement à la baisse. Le Prix de l'Offre ou la nouvelle fourchette indicative de prix serait alors communiqué au public dans les conditions prévues au paragraphe 5.3.2.2 de la Note d'Opération en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre.

En conséquence si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou si la modification à la baisse de la fourchette de prix n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, le Prix de l'Offre sera porté à la connaissance du public par le communiqué de presse de la Société et l'avis d'Euronext visés au paragraphe 5.3.2.2 de la Note d'Opération, dont la diffusion devrait intervenir, selon le calendrier indicatif, le 5 février 2015, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le jour de la fixation du Prix de l'Offre.

En revanche, si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou si la modification à la baisse de la fourchette de prix avait un impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, les stipulations du paragraphe 5.3.2.5 ci-dessous seraient applicables.

Le nombre d'Actions Nouvelles pourrait également être modifié librement si cette modification n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre. Dans le cas contraire, les stipulations du paragraphe 5.3.2.5 ci-dessous seraient applicables.

5.3.2.4 Clôture anticipée ou prorogation de l'Offre

Les dates de clôture du Placement Global et de l'OPO pourront être avancées (sans toutefois que la durée de l'OPO ne puisse être inférieure à trois jours de bourse) ou prorogées dans les conditions suivantes :

- Si la date de clôture est avancée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext annonçant cette modification au plus tard la veille de la nouvelle date de clôture.
- Si la date de clôture est prorogée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext annonçant cette modification au plus tard la veille de la date de clôture initiale. Dans ce cas, les ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert avant la diffusion du communiqué de presse de la Société et de l'avis d'Euronext susvisés seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse).

5.3.2.5 Modifications des autres modalités de l'Offre

En cas de modification significative des modalités initialement arrêtées pour l'Offre non prévue par la Note d'Opération, une note complémentaire au Prospectus serait soumise au visa de l'AMF. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global seraient nuls si l'AMF n'apposait pas son visa sur cette note complémentaire au Prospectus. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global avant la mise à disposition de la note complémentaire au Prospectus visée par l'AMF pourraient être révoqués pendant au moins deux jours de négociation après la mise à disposition de celle-ci (voir paragraphe 5.3.2.3 de la Note d'Opération pour une description de cas dans lesquels le présent paragraphe s'appliquerait).

5.3.3 Restrictions ou suppression du droit préférentiel de souscription

Les Actions Offertes sont émises en vertu des seizième et vingtième résolutions de l'assemblée générale à caractère mixte des actionnaires de la Société en date du 9 janvier 2015 autorisant une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public (voir le paragraphe 4.6.1 de la Note d'Opération).

5.3.4 Disparité de Prix

Aucune opération n'a affecté le capital au cours des douze derniers mois, à l'exception :

- des augmentations de capital décidées par l'assemblée générale de la Société en date du 21 mai 2014 au résultat desquelles ont été émis :
 - un nombre total de 101.694 actions de préférence de catégorie A sur la base d'un prix par action de 0,10 euro, par exercice de bons de souscription d'actions de type « *ratchet* » dits « *BSA Ratchet 2013* » attachés aux actions de

préférence de catégorie A émises par l'assemblée générale de la Société en date du 8 novembre 2013, au bénéfice de la société Holding Entreprise et Patrimoine ;

- un nombre total de 616.125 actions de préférence de catégorie A, sur la base d'un prix par action de 2,50 euros (prime d'émission incluse), au bénéfice du FCPR Kurma Biofund I et de Monsieur Fred Goad ;
 - un nombre total de 356.407 actions de préférence de catégorie B, à chacune desquelles est attaché un bon de souscription d'actions de type « *ratchet* » dits « *BSA₁* », sur la base d'un prix par action de 1,88 euros (prime d'émission incluse), au bénéfice du FCPR Kurma Biofund I et de Messieurs Fred Goad, Michael DeMane et Gerard Vaillant ; et
 - un nombre total de 1.920.000 actions de préférence de catégorie B, à chacune desquelles est attaché un bon de souscription d'actions de type « *ratchet* » dits « *BSA₁* » et un bon de souscription d'actions dits « *BSA₂* », sur la base d'un prix par action de 2,50 euros (prime d'émission incluse) au bénéfice du FCPI Objectif Innovation Patrimoine n°6, du FCPI IdInvest Patrimoine n°3, du FCPR Kurma Biofund I, de Monsieur Fred Goad et de la société TLP European Investment LLC ;
- de l'augmentation de capital par émission au bénéfice du FCPR Kurma Biofund I, d'un nombre total de 625.000 actions de préférence de catégorie A par conversion de 625.000 obligations convertibles, constatée par décision du président de la Société en date du 6 juin 2014.

Il est précisé que :

- l'ensemble des 5.207.790 actions de préférence de catégorie A et 2.920.473 actions de préférence de catégorie B, seront converties en actions ordinaires à la date de la première cotation des actions de la Société sur Euronext, et
- l'ensemble des *BSA₁* et *BSA₂* émis par l'assemblée générale de la Société du 21 mai 2014 seront automatiquement caducs immédiatement avant la date de la première cotation des actions de la Société aux négociations sur Euronext

5.4 Placement et prise ferme

5.4.1 Coordonnées du Chef de File et Teneur de Livre

Invest Securities SA
73, Boulevard Haussmann – 75008 PARIS
Tel. : 01 44 88 77 88

5.4.2 Coordonnées des intermédiaires habilités chargés du dépôt des fonds des souscriptions et du service financier des actions

Les demandes de souscription sont adressées à Invest Securities sis 73, boulevard Haussmann, 75008 Paris, France.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés chez Parel sis tour Pacific – 11-13 cours Valmy – 92800 Paris la Défense 7, France, compensateur multiple agissant pour le compte d'Invest Securities, qui établira le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital.

Le service des titres (inscription des actions au nominatif, conversion des actions au porteur) et le service financier des actions de la Société sont assurés par Service Titres : Caceis Corporate Trust sis 14, rue Rouget de Lisle, 92130 Issy-les-Moulineaux, France.

5.4.3 Garantie

L'émission ne fait ni l'objet d'une garantie de bonne fin ni d'une garantie de placement.

En cas d'insuffisance de la demande, l'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre pourrait être limitée aux souscriptions reçues à condition que celles-ci atteignent 75% du nombre d'Actions Nouvelles offertes. Si le seuil de 75% n'était pas atteint, l'opération serait annulée (voir le paragraphe 5.1.4 de la Note d'Opération).

5.4.4 Date de signature du contrat de garantie

Non applicable.

5.4.5 Engagements de conservation

Ces informations figurent au paragraphe 7.3 de la Note d'Opération.

5.4.6 Dates de règlement-livraison des actions offertes

Selon le calendrier indicatif, le règlement-livraison des Actions Nouvelles est prévu le 9 février 2015.

6 ADMISSION AUX NÉGOCIATIONS ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION

6.1 Admission aux négociations

L'admission de l'ensemble des Actions Existantes et des Actions Offertes de la Société est demandée sur Euronext Compartiment C.

Les conditions de négociation de l'ensemble des actions seront fixées dans un avis Euronext à paraître au plus tard le premier jour de cotation de ces actions, soit le 5 février 2015 selon le calendrier indicatif.

La première cotation des Actions Existantes et des Actions Nouvelles sur le marché réglementé d'Euronext à Paris devrait avoir lieu le 5 février 2015.

Les négociations devraient débiter au cours de la séance de bourse du 10 février 2015 sur une ligne de cotation unique et seront soumises à la condition suspensive de la délivrance du certificat du dépositaire constatant la souscription des Actions Nouvelles.

6.2 Place de cotation

À la date du Prospectus, les actions de la Société ne sont admises sur aucun marché réglementé ou non.

6.3 Offres simultanées d'actions de la Société

Non applicable.

6.4 Contrat de liquidité

La Société a conclu en janvier 2015 un contrat de liquidité avec Invest Securities. Ce contrat est conforme à la charte de déontologie de l'Association française des marchés financiers (AMAFI ex-AFEL). Ce contrat ne sera pas suspendu durant la période de souscription.

6.5 Stabilisation - Interventions sur le marché

Aux termes d'un contrat entre le Chef de File - Teneur de Livre et la Société, agissant en qualité d'agent de la stabilisation, en son nom et pour son compte (l'«**Agent Stabilisateur**»), pourra (mais ne sera en aucun cas tenu de) réaliser des opérations de stabilisation dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables, notamment celles du Règlement n°2273/2003 de la Commission européenne (CE) du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/06/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (le «**Règlement Européen**»). Il est précisé qu'il n'y a pas d'assurance que de telles opérations seront mises en œuvre et qu'en toute hypothèse il pourra y être mis fin à tout moment et sans préavis.

Les opérations de stabilisation ont pour objet de stabiliser ou de soutenir le prix de marché des actions. Elles sont susceptibles d'affecter le prix de marché des actions et peuvent aboutir à la fixation d'un prix de marché plus élevé que celui qui prévaudrait en leur absence. En cas de mise en œuvre, de telles interventions pourront être réalisées, à tout moment, pendant une période de 30 jours calendaires à compter de la date du début des négociations soit, selon le calendrier indicatif, jusqu'au 6 mars 2015 (inclus).

L'information des autorités de marché compétentes et du public sera assurée par l'Agent Stabilisateur conformément à l'article 9 du Règlement Européen et à l'article 631-10 du règlement général de l'AMF.

Le Chef de File et Teneur de Livre pourra effectuer des surallocations dans le cadre de l'Offre à hauteur du nombre d'actions couvertes par l'Option de Surallocation, majoré, le cas échéant, d'un nombre d'actions représentant au maximum 5 % de la taille de l'Offre (hors exercice de l'Option de Surallocation) conformément à l'article 11 du Règlement Européen. Conformément à l'article 10.1 du Règlement Européen, les opérations de stabilisation ne peuvent être effectuées à un prix supérieur au Prix de l'Offre.

7 DÉTENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAITANT LES VENDRE

7.1 Personnes ou entités souhaitant vendre des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société

Néant.

7.2 Engagements de conservation des titres

Engagement d'abstention

Dans le cadre du contrat de placement conclu entre Invest Securities et la Société, cette dernière s'engage à ne pas procéder à l'émission, l'offre ou la cession, ni à consentir de promesse de cession, sous une forme directe ou indirecte (notamment sous forme d'opérations sur produits dérivés ayant des actions pour sous-jacents), d'actions ou de valeurs mobilières, donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution de titres émis ou à émettre en représentation d'une quotité du capital de la Société, ni à formuler publiquement l'intention de procéder à une ou plusieurs des opérations énumérées ci-dessus dans le présent paragraphe, à compter de la date de signature du contrat de placement et jusqu'à l'expiration d'une période de 180 jours suivant la date du règlement-livraison des Actions Nouvelles, sauf accord préalable écrit du Chef de File et Teneur de Livre notifié à la Société ; étant précisé que (i) les Actions Offertes, (ii) toute opération effectuée dans le cadre d'un programme de rachat d'actions conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux règles de marché applicables, (iii) les titres susceptibles d'être émis, offerts ou cédés aux salariés ou mandataires sociaux de la Société dans le cadre de plans à venir, autorisés à la date des présentes ou qui seront autorisés par l'assemblée générale de la Société, et (iv) les titres de la Société émis dans le cadre d'une fusion ou d'une acquisition des titres ou des actifs d'une autre entité, à la condition que le bénéficiaire de ces titres accepte de reprendre cet engagement pour la durée restant à courir de cet engagement et à la condition que le nombre total de titres de la Société émis dans ce cadre n'excède pas 5 % du capital, sont exclus du champ de cet engagement d'abstention.

Engagement de conservation

Engagement de conservation des principaux actionnaires de la Société représentant 87,10% du capital à la date du Prospectus

Les principaux actionnaires de la Société (détenant collectivement environ 87,10% du capital avant l'opération)] se sont chacun engagés envers le Chef de File et Teneur de Livre à ne pas, sans son accord préalable, directement ou indirectement, offrir, nantir, prêter (à l'exception de tout prêt d'actions le cas échéant mis en place pour les besoins de l'Option de Surallocation), céder ou promettre de céder, acquérir une option ou un droit de céder ou autrement transférer ou disposer à quelque titre que ce soit, directement ou indirectement, des actions de la Société ou les valeurs mobilières, donnant droit, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société qu'ils détiennent. Ces actionnaires se sont également engagés à ne pas conclure tout autre contrat ou opération ayant un effet économique équivalent, ni formuler publiquement l'intention de procéder à une ou plusieurs des opérations énumérées ci-dessus dans le présent paragraphe.

Les engagements décrits dans le présent paragraphe portent sur :

- (i) la totalité des actions et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société que les actionnaires concernés détiennent, jusqu'à l'expiration d'une durée de 180 jours suivant la date de première cotation des actions de la Société sur Euronext;
- (ii) 70% des actions et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société que les actionnaires concernés détiennent, jusqu'à l'expiration d'une durée de 270 jours suivant la date de première cotation des actions de la Société sur Euronext ; et
- (iii) 40% des actions et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société que les actionnaires concernés détiennent, jusqu'à l'expiration d'une durée de 360 jours suivant la date de première cotation des actions de la Société sur Euronext.

Sont exclues du champ de ces engagements de conservation (a) toute opération portant sur des actions de la Société dans le cadre d'une offre publique visant les titres de la Société, (b) les actions le cas échéant souscrites dans le cadre de l'Offre ou acquise après la date de règlement livraison et (c) toute opération portant sur des actions de la Société réalisées entre sociétés ou entités d'un même groupe (y compris un fonds d'investissement géré par la même société de gestion que le cédant ou par une société de gestion du même groupe), à la condition que l'acquéreur s'engage à conserver lesdites actions selon les mêmes termes et conditions que le cédant et pour la durée restant à courir des engagements.

Engagement de conservation de l'ensemble des dirigeants représentant 12,9% du capital à la date du Prospectus

Les principaux dirigeants de la Société titulaires de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et de bons de souscription d'actions se sont chacun engagés envers le Chef de File et Teneur de Livre à ne pas, sans son accord préalable, directement ou indirectement, offrir, nantir, prêter, céder ou promettre de céder, acquérir une option ou un droit de céder ou autrement transférer ou disposer à quel que titre que ce soit, directement ou indirectement, des actions de la Société (en ce compris les valeurs mobilières, donnant droit, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société) (i) qu'ils détiennent, le cas échéant, à la date de la signature de l'engagement ou (ii) qui pourraient être émises sur exercice des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et/ou des bons de souscription d'actions qu'ils détiennent à la date de signature de l'engagement. Ces dirigeants se sont également engagés à ne pas conclure tout autre contrat ou opération ayant un effet économique équivalent, ni formuler publiquement l'intention de procéder à une ou plusieurs des opérations énumérées ci-dessus dans le présent paragraphe, jusqu'à l'expiration d'un délai de 360 jours suivant la date de première cotation des actions de la Société.

Sont exclues du champ de ces engagements de conservation (a) toute opération portant sur des actions de la Société dans le cadre d'une offre publique visant les titres de la Société et (b) les actions le cas échéant souscrites dans le cadre de l'Offre ou acquise après la date de règlement livraison.

8 DÉPENSES LIÉES À L'ÉMISSION

Sur la base d'une émission de 5 000 000 actions à un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre (soit 3,00 € par action) :

Le produit brut de l'émission d'actions nouvelles sera d'environ :

- 11 250 k€ en cas de limitation de l'Offre à 75 % ;
- 15 000 k€ en cas d'Offre réalisée à 100% ;
- 17 250 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension ;
- 19 838 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.

Le produit net de l'émission d'actions nouvelles sera

- 9 734 k€ en cas de limitation de l'Offre à 75 % ;
- 13 252 k€ en cas d'Offre réalisée à 100% ;
- 15 334 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension ;
- 17 775 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.

Les dépenses liées à l'Offre à la charge de la Société sont estimées à environ 1 748 k€ (en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation et sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 3,00 €).

9 DILUTION

9.1 Incidence de l'émission sur la quote-part des capitaux propres

A titre indicatif, sur la base des capitaux propres, du nombre total d'actions composant le capital social de la Société au 30 juin 2014 – révisés - et d'un prix égal au milieu de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, les capitaux propres par action, avant et après réalisation de l'Offre, s'établiraient comme suit (après imputation des frais juridiques et administratifs et de la rémunération globale des intermédiaires financiers) :

Quote-part des capitaux propres par action (en euros)	Base non diluée	Base diluée(1)
Avant émission des Actions Nouvelles	0,56 €	0,64 €
Après émission de 3750000 Actions Nouvelles (réalisation de l'Offre à 75%) (2)	1,15 €	1,14 €
Après émission de 5000000 Actions Nouvelles (réalisation de l'Offre à 100%)	1,30 €	1,27 €
Après émission de 10750000 Actions Nouvelles (réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégrale de la Clause d'Extension)	1,37 €	1,34 €
Après émission de 17362500 Actions Offertes (réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégrale de la Clause d'Extension et Option de Surallocation)	1,45 €	1,41 €

(1) (a) en tenant compte (i) des 843.165 bons de souscription d'actions, exerçables ou non émis, par décisions du président de la Société en dates du 14 décembre 2010, 18 janvier 2012 donnant droit à la souscription de 843.165 actions et (ii) des 887.475 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, exerçables ou non, émis par décisions du président de la Société en dates du 14 décembre 2010, 22 juin 2012, 14 septembre 2012, 14 janvier 2013, 2 juillet 2014 et 23 juillet 2014 donnant droit à la souscription de 887.475 actions et (b) à l'exclusion des bons de souscription d'actions dits « BSA₂ » émis par l'assemblée générale de la Société en date du 21 mai 2014 qui seront automatiquement caducs immédiatement avant la date de l'introduction envisagée.

(2) Dans le cas où les souscriptions représenteraient seulement les trois-quarts du nombre d'Actions Nouvelles.

9.2 Incidence de l'émission sur la situation de l'actionnaire

Incidence sur la participation dans le capital d'un actionnaire

A titre indicatif, l'incidence de l'émission sur la participation dans le capital d'un actionnaire détenant 1% du capital social de la Société préalablement à l'émission et ne souscrivant pas à celle-ci (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital social de la Société à la date du Prospectus) est la suivante :

Participation de l'actionnaire (en %)	Base non diluée	Base diluée(1)
Avant émission des Actions Nouvelles	1,00%	0,84%
Après émission de 3750000 Actions Nouvelles (réalisation de l'Offre à 75%) (2)	0,71%	0,63%
Après émission de 5000000 Actions Nouvelles (réalisation de l'Offre à 100%)	0,65%	0,58%
Après émission de 10750000 Actions Nouvelles (réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégrale de la Clause d'Extension)	0,62%	0,55%
Après émission de 17362500 Actions Offertes (réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégrale de la Clause d'Extension et Option de Surallocation)	0,58%	0,52%

(1) (a) en tenant compte (i) des 843.165 bons de souscription d'actions, exerçables ou non émis, par décisions du président de la Société en dates du 14 décembre 2010, 18 janvier 2012 donnant droit à la souscription de 843.165 actions et (ii) des 887.475 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, exerçables ou non, émis par décisions du président de la Société en dates du 14 décembre 2010, 22 juin 2012, 14 septembre 2012, 14 janvier 2013, 2 juillet 2014 et 23 juillet 2014 donnant droit à la souscription de 887.475 actions et (b) à l'exclusion des bons de souscription d'actions dits « BSA₂ » émis par l'assemblée générale de la Société en date du 21 mai 2014 qui seront automatiquement caducs immédiatement avant la date de l'introduction envisagée.

(2) Dans le cas où les souscriptions représenteraient seulement les trois-quarts du nombre d'Actions Nouvelles.

Incidence sur la composition du capital social et des droits de vote avant et après opération

Répartition du capital à la date du Prospectus sur une base non diluée et sur une base pleinement diluée

Actionnaires	Sur une base non diluée		Sur une base pleinement diluée ⁽¹⁾	
	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote ⁽²⁾	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote ⁽²⁾
Gérard Vaillant	116 201	1,26%	282 867	2,36%
Dominique Petit	509 000	5,54%	680 079	5,67%
Yves Vignancour	-	-	391 548	3,26%
Total mandataires sociaux	625 201	6,81%	1 354 494	11,29%
Total autres fondateurs, consultants et salariés	560 000	6,10%	1 394 681	11,62%
Kurma Biofund	3 497 301	38,07%	3 526 101	29,39%
TLP European Investment	1 664 000	18,11%	2 600 000	21,67%
Fred Goad ⁽³⁾	1 571 744	17,11%	1 582 112	13,19%
IdInvest ⁽⁴⁾	830 434	9,04%	935 266	7,80%
Michel DeMane	249 540	2,72%	416 206	3,47%
Jimmy Kever	114 043	1,24%	114 043	0,95%
Spinevision	74 999	0,82%	74 999	0,63%
Total investisseurs	8 002 061	87,10 %	9 248 727	77,09%
TOTAL	9 187 262	100,00%	11 997 902	100%

(1) en tenant compte (i) des 2.763.165 bons de souscription d'actions, exerçables ou non émis, par décisions du président de la Société en dates du 14 décembre 2010, 18 janvier 2012 et de l'assemblée générale de la Société en date du 21 mai 2014 donnant droit à la souscription de 1.923.165 actions et (ii) des 887.475 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, exerçables ou non, émis par décisions du président de la Société en dates du 14 décembre 2010, 22 juin 2012, 14 septembre 2012, 14 janvier 2013, 2 juillet 2014 et 23 juillet 2014 donnant droit à la souscription de 887.475 actions

(2) sans tenir compte du droit de vote double attaché à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire étant précisé que les actions présentant ces caractéristiques à la date de l'introduction envisagée bénéficient immédiatement du droit de vote double (voir la Section E6 ci-dessous).

(3) dont 616.760 actions, tant sur une base non diluée que diluée, soit 6,71 % du capital de la Société, détenues via la société GOAD Deana Dynasty Trust.

(4) au travers de trois fonds gérés par IdInvest Partners.

Impact sur la capital social de la Société de l'exercice de l'ensemble des instruments dilutifs émis à la date du Prospectus

	Titres existants	En cas d'exercice uniquement des BSA	En cas d'exercice uniquement des BSPCE	En cas d'exercice de l'intégralité des instruments dilutifs
Nbre d'actions créées	9 187 262	1 923 165	887 475	2 810 640
Dilution		17,31%	8,81%	23,43%

A la date du Prospectus, la Société est contrôlée au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce par le FCPR Kurma Biofund I, qui détient 38,07% du capital de la Société. A la connaissance de la Société, il n'existe ni action de concert entre ses actionnaires, ni accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle, étant précisé que le pacte signé entre les principaux actionnaires de la Société le 21 mai 2014 sera automatiquement résilié à la date de première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris.

Détention après l'Offre

Les calculs réalisés pour l'ensemble des tableaux ci-dessous sont basés sur les hypothèses suivantes :

- (i) un prix égal au point médian de la fourchette indicative de Prix de l'Offre, soit 3,00 euros,
- (ii) les ordres émis par les actionnaires ayant signé un engagement de souscription (voir la Section E.3 ci-dessus) aient été entièrement servis,
- (iii) un droit de vote double est attaché à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire étant précisé que les actions présentant ces caractéristiques à la date de l'introduction envisagée bénéficient immédiatement du droit de vote double (voir la Section E6 ci-dessous), et
- (iv) le capital social dilué tient compte (a) des 843.165 bons de souscription d'actions, exerçables ou non émis, par décisions du président de la Société en dates du 14 décembre 2010, 18 janvier 2012 donnant droit à la souscription de 843.165 actions et (b) des 887.475 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, exerçables ou non, émis par décisions du président de la Société en dates du 14 décembre 2010, 22 juin 2012, 14 septembre 2012, 14 janvier 2013, 2 juillet 2014 et 23 juillet 2014 donnant droit à la souscription de 887.475 actions, à l'exclusion des bons de souscription d'actions dits « BSA2 » émis par l'assemblée générale de la Société en date du 21 mai 2014 qui seront automatiquement caducs immédiatement avant la date de l'introduction envisagée.

Cas de réalisation de l'Offre à 75%

	Capital existant				Capital dilué			
	Nbre de titres	% de détention	Nbre de droits de vote	% de droits de vote	Nbre de titres	% de détention	Nbre de droits de vote	% de droits de vote
Gérard Vaillant	116 201	0,90%	216 201	1,20%	282 867	1,93%	382 867	1,94%
Dominique Petit	509 000	3,93%	1 018 000	5,67%	680 079	4,64%	1 189 079	6,04%
Yves Vignancour	0	0,00%	0	0,00%	391 548	2,67%	391 548	1,99%
Total mandataires sociaux	625 201	4,83%	1 234 201	6,87%	1 354 494	9,23%	1 963 494	9,97%
Total autres fondateurs, consultants et salariés	560 000	4,33%	1 120 000	6,24%	1 394 681	9,51%	1 954 681	9,93%
Kurma Biofund	3 854 634	29,79%	6 102 848	33,97%	3 854 634	26,28%	6 102 848	30,99%
TLP European Investment	2 444 000	18,89%	2 444 000	13,61%	2 444 000	16,66%	2 444 000	12,41%
Fred Goad ¹	1 580 384	12,22%	2 766 461	15,40%	1 580 384	10,77%	2 766 461	14,05%
IdInvest ²	1 496 434	11,57%	1 496 434	8,33%	1 496 434	10,20%	1 496 434	7,60%
Michel DeMane	249 540	1,93%	482 871	2,69%	416 206	2,84%	649 537	3,30%
Jimmy Kever	114 043	0,88%	228 086	1,27%	114 043	0,78%	228 086	1,16%
Spinevision	74 999	0,58%	149 998	0,84%	74 999	0,51%	149 998	0,76%
Total investisseurs	9 814 034	75,86%	13 670 698	76,11%	9 980 700	68,04%	13 837 364	70,26%
Public	1 938 027	15%	1 938 027	11%	1 938 027	13%	1 938 027	10%
TOTAL	12 937 262	100%	17 962 926	100%	14 667 902	100%	19 693 566	100%

(1) dont 616 760 actions, tant sur une base non diluée que diluée, soit 4,77 % du capital non dilué de la Société, détenues via la société GOAD Deana Dynasty Trust.

(2) au travers de trois fonds gérés par IdInvest Partners.

En cas de réalisation de l'Offre à 100%

	Capital existant				Capital dilué			
	Nbre de titres	% de détention	Nbre de droits de vote	% de droits de vote	Nbre de titres	% de détention	Nbre de droits de vote	% de droits de vote
Gérard Vaillant	116 201	0,82%	216 201	1,13%	282 867	1,78%	382 867	1,83%
Dominique Petit	509 000	3,59%	1 018 000	5,30%	680 079	4,27%	1 189 079	5,68%
Yves Vignancour	0	0,00%	0	0,00%	391 548	2,46%	391 548	1,87%
Total mandataires sociaux	625 201	4,41%	1 234 201	6,42%	1 354 494	8,51%	1 963 494	9,38%
Total autres fondateurs, consultants et salariés	560 000	3,95%	1 120 000	5,83%	1 394 681	8,76%	1 954 681	9,33%
Kurma Biofund	3 854 634	27,17%	6 102 848	31,76%	3 854 634	24,22%	6 102 848	29,14%
TLP European Investment	2 444 000	17,23%	2 444 000	12,72%	2 444 000	15,35%	2 444 000	11,67%
Fred Goad ¹	1 580 384	11,14%	2 766 461	14,40%	1 580 384	9,93%	2 766 461	13,21%
IdInvest ²	1 496 434	10,55%	1 496 434	7,79%	1 496 434	9,40%	1 496 434	7,15%
Michel DeMane	249 540	1,76%	482 871	2,51%	416 206	2,61%	649 537	3,10%
Jimmy Kever	114 043	0,80%	228 086	1,19%	114 043	0,72%	228 086	1,09%
Spinevision	74 999	0,53%	149 998	0,78%	74 999	0,47%	149 998	0,72%
Total investisseurs	9 814 034	69,17%	13 670 698	71,15%	9 980 700	62,70%	13 837 364	66,07%
Public	3 188 027	22%	3 188 027	17%	3 188 027	20%	3 188 027	15%
TOTAL	14 187 262	100%	19 212 926	100%	15 917 902	100%	20 943 566	100%

(1) dont 616 760 actions, tant sur une base non diluée que diluée, soit 4,35 % du capital non dilué de la Société, détenues via la société GOAD Deana Dynasty Trust

(2) au travers de trois fonds gérés par IdInvest Partners.

En cas de réalisation de l'Offre à 100% et exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension

	Capital existant				Capital dilué			
	Nbre de titres	% de détention	Nbre de droits de vote	% de droits de vote	Nbre de titres	% de détention	Nbre de droits de vote	% de droits de vote
Gérard Vaillant	116 201	0,78%	216 201	1,08%	282 867	1,70%	382 867	1,76%
Dominique Petit	509 000	3,41%	1 018 000	5,10%	680 079	4,08%	1 189 079	5,48%
Yves Vignancour	0	0,00%	0	0,00%	391 548	2,35%	391 548	1,80%
Total mandataires sociaux	625 201	4,19%	1 234 201	6,18%	1 354 494	8,13%	1 963 494	9,05%
Total autres fondateurs, consultants et salariés	560 000	3,75%	1 120 000	5,61%	1 394 681	8,37%	1 954 681	9,01%
Kurma Biofund	3 854 634	25,81%	6 102 848	30,57%	3 854 634	23,13%	6 102 848	28,13%
TLP European Investment	2 444 000	16,36%	2 444 000	12,24%	2 444 000	14,66%	2 444 000	11,27%
Fred Goad ¹	1 580 384	10,58%	2 766 461	13,86%	1 580 384	9,48%	2 766 461	12,75%
IdInvest ²	1 496 434	10,02%	1 496 434	7,50%	1 496 434	8,98%	1 496 434	6,90%
Michel DeMane	249 540	1,67%	482 871	2,42%	416 206	2,50%	649 537	2,99%
Jimmy Kever	114 043	0,76%	228 086	1,14%	114 043	0,68%	228 086	1,05%
Spinevision	74 999	0,50%	149 998	0,75%	74 999	0,45%	149 998	0,69%
Total investisseurs	9 814 034	65,70%	13 670 698	68,48%	9 980 700	59,88%	13 837 364	63,79%
Public	3 938 027	26%	3 938 027	20%	3 938 027	24%	3 938 027	18%
TOTAL	14 937 262	100%	19 962 926	100%	16 667 902	100%	21 693 566	100%

(1) dont 616 760 actions, tant sur une base non diluée que diluée, soit 4,13 % du capital non dilué de la Société, détenues via la société GOAD Deana Dynasty Trust

(2) au travers de trois fonds gérés par IdInvest Partners.

En cas de réalisation de l'Offre à 100% et exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation

	Capital existant				Capital dilué			
	Nbre de titres	% de détention	Nbre de droits de vote	% de droits de vote	Nbre de titres	% de détention	Nbre de droits de vote	% de droits de vote
Gérard Vaillant	116 201	0,74%	216 201	1,04%	282 867	1,61%	382 867	1,70%
Dominique Petit	509 000	3,22%	1 018 000	4,89%	680 079	3,88%	1 189 079	5,27%
Yves Vignancour	0	0,00%	0	0,00%	391 548	2,23%	391 548	1,74%
Total mandataires sociaux	625 201	3,96%	1 234 201	5,93%	1 354 494	7,73%	1 963 494	8,70%
Total autres fondateurs, consultants et salariés	560 000	3,54%	1 120 000	5,38%	1 394 681	7,96%	1 954 681	8,67%
Kurma Biofund	3 854 634	24,40%	6 102 848	29,30%	3 854 634	21,99%	6 102 848	27,06%
TLP European Investment	2 444 000	15,47%	2 444 000	11,74%	2 444 000	13,94%	2 444 000	10,84%
Fred Goad ¹	1 580 384	10,00%	2 766 461	13,28%	1 580 384	9,02%	2 766 461	12,26%
IdInvest ²	1 496 434	9,47%	1 496 434	7,19%	1 496 434	8,54%	1 496 434	6,63%
Michel DeMane	249 540	1,58%	482 871	2,32%	416 206	2,37%	649 537	2,88%
Jimmy Kever	114 043	0,72%	228 086	1,10%	114 043	0,65%	228 086	1,01%
Spinevision	74 999	0,47%	149 998	0,72%	74 999	0,43%	149 998	0,67%
Total investisseurs	9 814 034	62,12%	13 670 698	65,64%	9 980 700	56,93%	13 837 364	61,35%
Public	4 800 527	30%	4 800 527	23%	4 800 527	27%	4 800 527	21%
TOTAL	15 799 762	100%	20 825 426	100%	17 530 402	100%	22 556 066	100%

(1) dont 616 760 actions, tant sur une base non diluée que diluée, soit 3,90 % du capital non dilué de la Société, détenues via la société GOAD Deana Dynasty Trust

(2) au travers de trois fonds gérés par IdInvest Partners.

10 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

10.1 Conseillers ayant un lien avec l'offre

Non applicable.

10.2 Responsables du contrôle des comptes

10.2.1 Commissaires aux comptes titulaires

Commissaires aux comptes titulaires

Deloitte & Associés

185, Avenue Charles de Gaulle 92 200 Neuilly Sur Seine

Représenté par Jean Paul Seguret.

Date de la première nomination : Assemblée Générale du 1^{er} décembre 2010.

Date d'expiration du mandat : Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Benoît Courtieu

38, rue de Courcelles

75008 Paris

Date de la première nomination : Assemblée Générale du 9 janvier 2015

Date d'expiration du mandat : Assemblée Générale statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2020

10.2.2 Commissaires aux comptes suppléants

Commissaires aux comptes suppléants

Cisane

185, Avenue Charles de Gaulle 92 200 Neuilly Sur Seine

Représenté par Monsieur Jose-Luis Garcia

Date de la première nomination : Assemblée Générale du 1^{er} décembre 2010.

Date d'expiration du mandat : Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Naolys Audit

1 bis, avenue Foch

94100 Saint Maur des Fossés

Date de la première nomination : Assemblée Générale du 9 janvier 2015

Date d'expiration du mandat : Assemblée Générale statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2020

10.3 Rapport d'expert

Non applicable.

10.4 Informations contenues dans le Prospectus provenant d'une tierce partie

Non applicable.

11 Mise à jour de l'information concernant la Société

Le chiffre d'affaires de la Société pour l'année 2014 s'élève à 2,1 M€ (non audité).

La Société a pour objectif d'atteindre le nombre de 2 200 chirurgies en 2015 et au-delà de 10 000 chirurgies en 2017.